LISTE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU 29 SEPTEMBRE 2026

VU l'article 78 de la loi du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ;

VU l'ordonnance n°2021-1310 du 7 octobre 2021 qui réforme en profondeur le droit applicable à la publicité et à la conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements.

DATE SÉANCE	N° DÉLIBERATION	TITRE	APPROUVÉE/ REJETÉE
29/09/2026	2026/8/1	Installation de la commission communale pour l'accessibilité	**APPROUVÉE**
	2026/8/2	Rapport annuel 2025 SPL GAMA	**APPROUVÉE**
	2026/8/3	Création de la taxe sur la vacance des locaux d'habitation	**APPROUVÉE**
	2026/8/4	Décision modificative 2026-02	**APPROUVÉE**
	2026/8/5	AP CP 2022 01 ORU TREUIL SUD Modification n°5	**APPROUVÉE**
	2026/8/6	Pass Accession_dossiers supplémentaires 2026	**APPROUVÉE**
	2026/8/7	crèche_versement intermédiaire exceptionnel	**APPROUVÉE**
	2026/8/8	Partenariat entre la commune de Gond-Pontouvre et l'Association Festival de l'humour Soyaux Fou d'humour 2026	**APPROUVÉE**
	2026/8/9	Autorisation de signature avec le refuge de l'Angoumois	**APPROUVÉE**
	2026/8/10	Autorisation de signature avec l'association Chapitres	**APPROUVÉE**
	2026/8/11	Montant de la redevance d'occupation du domaine public_GRDF 2026	**APPROUVÉE**
	2026/8/12	Montant de la redevance d'occupation du domaine public_GRDF 2026	**APPROUVÉE**
	2026/8/13	Redevance d'occupation du domaine public 2026_Orange	**APPROUVÉE**
	2026/8/14	Autorisation de vente d'un véhicule de la commune	**APPROUVÉE**
	2026/8/15	Modification des Elections de deux délégués au conseil d'école	**APPROUVÉE**

AR Prefecture
016-211601547-20260929-202681-DE
Reçu le 30/09/2026

République Française

MAIRIE

de

GOND-PONTOUVRE

Charente

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 SEPTEMBRE 2026

L'an deux mil vingt-six, le 29 septembre, à 18 h 00, le Conseil Municipal de la Commune, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Madame Maryline VINET, Maire.

Nombre de conseillers en exercice : 29

Présents : Mme VINET - M. GOMEZ - Mme BONNEAU (à partir de la délibération 202685) - M. ALIX - Mme RIOU – M. BLANCHARDIE – Mme MENARD – M. SORIA – Mme BRUNET –Mme LAMOUREUX – M. MARCINKIEWICZ – Mme SOUAGNON – M. BREJOU – Mme PICHON – M. GIACOMAZZO – Mme LUCAS – M. LOPEZ – Mme PERROCHEAU – M. MORTEAU – Mme ERZ K – M. PIERRE Xavier– Mme LAFFAS – M. BONTEMPS – Mme FAUCON– M. ROBIN– M. KITSOUKOU – Mme DIEU

Excusés : M. REMY – Mme BONNEAU (jusqu'à la délibération 202684) - M. BEURCQ

Pouvoirs : M. REMY à Mme MENARD – Mme BONNEAU à Mme BRUNET –

M. BEURCQ à Mme LAFFAS

Monsieur Blanchardie Olivier a été élu secrétaire

N°2026/8/1

Installation de la commission communale pour l'accessibilité

Madame SOUAGNON rapporteur explique :

L'article L2143-3 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que, dans les communes de 5 000 habitants et plus, il est créé une commission communale pour l'accessibilité. Elle traite de tous les types de handicap, notamment physique, sensoriel, cognitif, mental ou psychique.

AR Prefecture
016-211601547-20260929-202681-DE
Reçu le 30/09/2026

La commission communale a été installée le 9 juillet 2026, selon la composition suivante :

~~Représentants de la commune~~ :

- Mme le Maire, Maryline VINET,
- Béatrice SOUAGNON, conseillère déléguée référente handicap et lutte contre les discriminations, représentante du Maire,
- Mireille RIOU, adjointe au maire solidarité, santé, petite enfance et
- France-Isabelle DIEU.

- Représentants des personnes en situation de handicap :
  - APF France handicap : Marie-Joëlle POÏNAPIN, VALENTIN HAUY, Christophe ANICET et Jean-François LAGRIVE
  - ADAPEI 16 : Patrick MARTINI
  - COMITE DEPARTEMENTAL HANDISPORT : Victor GOBELET et Alexandre BOSSY
  - SOURDS 16 : Jean-Jacques CHABERT.

- Représentants des personnes âgées : Nicole CANIT, présidente du club des aînés
- Représentants des acteurs économiques : Elodie NAULIN, gérante M TA BEAUTE et Laura ELMASRY, agent général d'assurance Swiss Life
- Représentants des usagers de la ville : Didier JAMOT-AUPETIT

Le champ d'action de la commission regroupe tous les bâtiments et espaces ouverts au public (espaces publics ou privés), la voirie, les transports et les espaces numériques.

Le rôle de la commission est de dresser le constat et faire toutes propositions utiles pour améliorer la mise en accessibilité du cadre bâti existant, de la voirie, des espaces publics et des transports. Chaque année, sera établi et présenté en conseil municipal un rapport des travaux de la commission.

Au-delà de sa mission réglementaire de constat et de suivi de la mise en accessibilité, cette commission communale constitue un acte politique fort de la collectivité en faveur de l'inclusion.

En réunissant autour du maire les représentants des personnes handicapées pour tous les types de handicap, des personnes âgées, des acteurs économiques et des usagers de la ville, elle incarne la volonté municipale de placer l'expérience concrète des publics concernés au cœur de l'action publique locale.

Le conseil municipal prend acte de l'installation de la commission communale pour l'accessibilité.

Certifie exécutoire par le Maire ~~Président~~

Compte tenu de la réception à la

PRÉFECTURE le : 30/9/26

et de la PUBLICATION le : 2/10/26
NOTIFICATION

Le Maire, M. VINET
~~Le Président~~,

POUR EXTRAIT CONFORME

GOND-PONTOUVRE, le 29 septembre 2026

Maryline VINET

Maire de Gond-Pontouvre

AR Prefecture

016-211601547-20260929-202682-DE
Reçu le 30/09/2026

République Française

MAIRIE

de

GOND-PONTOUVRE

Charente

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 SEPTEMBRE 2026

L'an deux mil vingt-six, le 29 septembre, à 18 h 00, le Conseil Municipal de la Commune, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Madame Maryline VINET, Maire.

Nombre de conseillers en exercice : 29

Présents : Mme VINET - M. GOMEZ - Mme BONNEAU (à partir de la délibération 202685) - M. ALIX - Mme RIOU – M. BLANCHARDIE – Mme MENARD – M. SORIA – Mme BRUNET –Mme LAMOUREUX – M. MARCINKIEWICZ – Mme SOUAGNON – M. BREJOU – Mme PICHON – M. GIACOMAZZO – Mme LUCAS – M. LOPEZ – Mme PERROCHEAU – M. MORTEAU – Mme ERZ K – M. PIERRE Xavier– Mme LAFFAS – M. BONTEMPS – Mme FAUCON– M. ROBIN– M. KITSOUKOU – Mme DIEU

Excusés : M. REMY – Mme BONNEAU (jusqu'à la délibération 202684) - M. BEURCQ

Pouvoirs : M. REMY à Mme MENARD – Mme BONNEAU à Mme BRUNET –

M. BEURCQ à Mme LAFFAS

Monsieur Blanchardie Olivier a été élu secrétaire

N°2026/8/2

Rapport annuel 2025 SPL GAMA

Madame MENARD rapporteur explique :

Conformément à l'article L. 1524-5, 14ème alinéa, du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), les représentants au Conseil d'Administration de la Commune au sein de la Société Publique Locale (SPL) GAMA ont remis à l'organe délibérant le rapport annuel relatif à l'exercice 2025, joint en annexe. Le présent document en synthétise les enseignements majeurs.

AR Prefecture
016-211601547-20260929-202682-DE
Reçu le 30/09/2026

ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE GAMA (EXERCICE 2025)

Créée en 2013 à l'initiative de GrandAngoulême et de 6 communes fondeuses (dont Gond-Pontouvre), la SPL GAMA (Grand Angoulême Mobilité Aménagement) assure la gestion technique, financière, administrative et juridique d'opérations d'aménagement, de construction, d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) et de maîtrise d'œuvre VRD.

Vie Institutionnelle, Actionnariat et Gouvernance

• **Actionnariat :** Au 31 décembre 2025, le capital social reste fixé à 1 000 000 €, entièrement libéré et divisé en 1 000 actions de 1 000 €. Le nombre d'actionnaires s'établit à 31 collectivités publiques de la Charente (aucun nouvel actionnaire n'est entré au capital au cours de l'année 2025). L'actionnaire majoritaire, GrandAngoulême, détient 85,0 % du capital (850 actions).

• **Gouvernance :** La gouvernance de la SPL s'articule autour de trois instances : le Conseil d'Administration (18 administrateurs, dont 15 pour GrandAngoulême, 1 pour Grand Cognac et 2 représentants les 29 actionnaires minoritaires), l'Assemblée Spéciale (réunissant les 29 actionnaires minoritaires) et l'Assemblée Générale (regroupant les 31 actionnaires).

Ressources Humaines et Organisation

Au 31 décembre 2025, l'effectif de la SPL GAMA compte 10 salariés tous engagés en CDI (5 femmes et 5 hommes, dont 6 cadres et 4 ETAM). Le nombre moyen d'équivalents temps plein (ETP) sur l'année s'élève à 10,2 ETP (contre 10,0 en 2024), soit le niveau le plus élevé enregistré depuis la création de la société.
L'exercice 2025 a été marqué par l'arrivée en janvier 2025 d'une chargée de projets au pôle maîtrise d'œuvre VRD (profil architecte/paysagiste visant à renforcer l'expertise interne) et par le remplacement de l'assistante administrative et marchés en février 2025.

Chiffre d'Affaires et Bilan Financier 2025

L'activité opérationnelle 2025 franchit pour la première fois le seuil des 900 k€, s'établissant à un chiffre d'affaires net d'exploitation de **913 105 € HT**, en progression de +3,8 % par rapport à 2024 (879 677 €) et de +18,7 % par rapport à 2021 (+143 639 €).

Poste financier / Produit	Réalisé 2025 (€)	Réalisé 2024 (€)
Rémunérations sur Maîtrise d'Œuvre (MOe)	446 283 €	351 441 €
Rémunérations sur Mandats	366 641 €	510 196 €
Rémunérations sur Assistance Maîtrise d'Ouvrage (AMO)	91 161 €	9 020 €
Rémunérations sur Concessions	9 020 €	9 020 €
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES NET	**913 105 €**	**879 677 €**

AR Prefecture
016-211601547-20260929-202682-DE
Reçu le 30/09/2026

Les charges d'exploitation s'élèvent à 923 840 € (+5,2 % / 2024), en raison principalement de charges externes ponctuelles (frais de déménagement, loyer des nouveaux locaux, hausse des assurances). Les charges de personnel (684 107 €) représentent 74 % des dépenses d'exploitation. Après intégration du résultat financier (+52 363 €), le résultat courant avant impôts s'établit à 42 398 € et le **résultat net comptable après impôts s'élève à 31 360 €**.

Synthèse de l'Activité Opérationnelle

En 2025, la SPL GAMA a suivi **69 opérations** (contre 76 en 2024). Au 31 décembre 2025, 46 contrats étaient en cours (14 mandats, 4 AMO/conduites d'opérations, 27 maîtrises d'œuvre et 1 concession). Au cours de l'exercice, 15 nouveaux contrats ont été signés pour un montant de 550 159 € et 23 contrats ont été achevés. 21 collectivités actionnaires sur 31 ont généré de l'activité auprès de la société.

ACTIVITÉ ET PROJETS CONCERNANT LE TERRITOIRE DE GOND-PONTOUVRE

La Commune de Gond-Pontouvre figure parmi les 7 actionnaires fondateurs historiques de la SPL GAMA depuis le 1er octobre 2013. Elle détient 10 actions, représentant 10 000 € de capital social (soit 1,0 % des parts).

Part de Gond-Pontouvre dans l'Activité de la SPL en 2025

En 2025, les prestations réalisées par la SPL GAMA pour le compte de la Commune de Gond-Pontouvre représentent un volume d'activité de **23 131 € HT**, soit **2,6 % du chiffre d'affaires global** de la société (à comparer à 43 353 € et 4,9 % en 2024). Cette fluctuation traduit l'achèvement progressif de plusieurs opérations majeures de maîtrise d'œuvre et de mandat sur la commune.

Bilan Détaillé des Opérations et Projets Communaux

Au cours de l'année 2025, la SPL GAMA a accompagné la Commune de Gond-Pontouvre sur 6 opérations principales :

- **Aménagement de la Route de Paris (Maîtrise d'œuvre - Nouveau contrat 2025)**

Notifié le 20 mai 2025, ce contrat confie à GAMA une mission partielle de maîtrise d'œuvre (niveau Avant-Projet - AVP) pour l'aménagement d'un tronçon de 480 mètres de la Route de Paris, situé entre la limite communale avec Angoulême (garage Renault) et le giratoire de l'Avenue de la République.
- Bilan 2025 : Réalisation des études préalables et élaboration de plusieurs scénarios d'aménagement.
- Perspective 2026 : Poursuite des études sur la base du scénario qui sera retenu par la municipalité.

- **Maison Médicale du Treuil (Mandat d'aménagement)**

Notifié le 17 mai 2022, ce mandat portait sur le réaménagement de deux maisons mitoyennes en une maison médicale d'accueil de 6 cabinets médicalisés (230 m² env.). Livré fin 2023 dans le respect des coûts et délais.

- Bilan 2025 : Achèvement complet de la mission avec établissement du quitus de l'opération et solde financier du contrat intervenu le 5 décembre 2025.

- **Aménagement des Berges du Pontouvre (Maîtrise d'œuvre)**

AR Prefecture
016-211601547-20260929-202682-DE
Reçu le 30/09/2026

Notifié le 24 mai 2023, ce projet emblématique portait sur la renaturation d'une friche urbaine de 1 700 m² (lauréat de l'appel à projets « Nature et Transition » de la Région Nouvelle-Aquitaine), intégrant un parcours pédagogique et de biodiversité.

• Bilan 2025 : Suivi de l'année de parfait achèvement, qui s'est terminée avec succès. Mission achevée et soldée en décembre 2025.

• Aménagement de la Zone de Rochines (Maîtrise d'œuvre)

Notifié le 15 juin 2022, ce contrat concerne l'aménagement de la voirie de desserte et des espaces publics d'un secteur de 7,6 hectares destiné à accueillir 260 logements, des équipements publics et des locaux d'activités.

• Bilan 2025 : Suivi de la fin de la période de parfait achèvement des travaux de la tranche principale.
• Perspective 2026 : Clôture administrative et solde financier du contrat.

• Aménagement des Rues Cuvier et Pasteur (Maîtrise d'œuvre)

Notifié le 24 mai 2023, ce contrat portait sur la création d'un parking infiltrant de 15 places et d'une aire d'apport volontaire OM rue Cuvier, ainsi qu'une aire d'apport OM rue Pasteur.

• Bilan 2025 : Suivi de la période de parfait achèvement. Mission achevée et soldée en juillet 2025.

• Aménagement de la Rue du Général Leclerc (Maîtrise d'œuvre)

Notifié le 24 mai 2023 à partir d'une étude d'avant-projet de 2020.
• Bilan 2025 : À la suite d'arbitrages budgétaires de la collectivité, décision d'abandonner l'opération. Mission achevée et soldée en septembre 2025.

AU VU DE CE QUI PRÉCÈDE, IL EST PROPOSÉ AU CONSEIL MUNICIPAL DE GOND-PONTOUVRE :

1. DE PRENDRE ACTE du bilan financier de l'exercice 2025 de la SPL GAMA, de l'état de sa gouvernance, de ses ressources humaines ainsi que du suivi opérationnel des projets menés sur le territoire communal de Gond-Pontouvre ;

Le conseil municipal après en avoir délibéré à l'unanimité

- **PREND ACTE** du bilan financier de l'exercice 2025 de la SPL GAMA, de l'état de sa gouvernance, de ses ressources humaines ainsi que du suivi opérationnel des projets menés sur le territoire communal de Gond-Pontouvre ;

Certifie exécutoire par le Maire ~~Président~~
Compte tenu de la réception à la
PRÉFECTURE le : 30/09/26
et de la PUBLICATION / NOTIFICATION le : 2/10/26
Le Maire, M. VINET
~~Le Président,~~

POUR EXTRAIT CONFORME

GOND-PONTOUVRE, le 29 septembre 2026

Maryline VINET

Maire de Gond-Pontouvre

AR Prefecture

016-211601547-20260929-202683-DE
Reçu le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026

République Française

MAIRIE

de

GOND-PONTOUVRE

Charente

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 SEPTEMBRE 2026

L'an deux mil vingt-six, le 29 septembre, à 18 h 00, le Conseil Municipal de la Commune, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Madame Maryline VINET, Maire.

Nombre de conseillers en exercice : 29

Présents : Mme VINET - M. GOMEZ - Mme BONNEAU (à partir de la délibération 202685) - M. ALIX - Mme RIOU – M. BLANCHARDIE – Mme MENARD – M. SORIA – Mme BRUNET –Mme LAMOUREUX – M. MARCINKIEWICZ – Mme SOUAGNON – M. BREJOU – Mme PICHON – M. GIACOMAZZO – Mme LUCAS – M. LOPEZ – Mme PERROCHEAU – M. MORTEAU – Mme ERZ K – M. PIERRE Xavier– Mme LAFFAS – M. BONTEMPS – Mme FAUCON– M. ROBIN– M. KITSOUKOU – Mme DIEU

Excusés : M. REMY – Mme BONNEAU (jusqu'à la délibération 202684) - M. BEURCQ

Pouvoirs : M. REMY à Mme MENARD – Mme BONNEAU à Mme BRUNET –

M. BEURCQ à Mme LAFFAS

Monsieur Blanchardie Olivier a été élu secrétaire

N°2026/8/3

Création de la taxe sur la vacance des locaux d'habitation

Madame le Maire rapporteur explique :

Vu le code général des Collectivités Territoriales et notamment son article 108 de la loi de finances pour 2026 (loi 2026-103 du 19 février 2026) et codifiée à l'article 1406 bis du CGI qui vise à remplacer la taxe sur les logements vacants (TLV article 232 du CGI) et la taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV article 1407 bis du CGI),

Vu l'article 1406 bis du Code Général des Impôts,

AR Prefecture
016-211601547-20260929-202683-DE
Reçu le 30/09/2026
Publié le 30/09/2026

Considérant une réforme de la taxe sur les logements vacants à compter de 2027, année de fusion de la taxe sur les logements vacants (TLV) et la taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV) en une seule taxe sur la vacance des locaux d'habitation (TVLH) ;

Considérant qu'il est possible pour les communes d'instaurer cette taxe,

---

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir approuver la création de la taxe sur la vacance des locaux d'habitation (TVLH) pour **l'année 2027.**

La taxe s'applique aux locaux non meublés à usage d'habitation laissés vacants, à l'exclusion des résidences secondaires, et se calcule sur la valeur locative cadastrale déterminée selon les règles de la taxe d'habitation (article 1409 du CGI adapté).

Elle se substitue intégralement, à compter du 1er janvier 2027, à la Taxe sur les Logements Vacants (TLV) et à la Taxe d'habitation sur les Logements Vacants (THLV), ces dernières étant abrogées par l'article 108 de la loi de finances pour 2026.

Le taux est fixé librement dans la limite de 50% de la valeur locative.

La taxe est due par le propriétaire, l'usufruitier, le preneur à bail à construction ou à réhabilitation ou l'emphytéose qui dispose du logement depuis le début de la période de référence fixée à un ou deux ans selon la localisation.

Sont exclus de la TVLH :

-Les logements dont la durée d'occupation dépasse 90 jours consécutifs au cours de la période de référence d'un ou deux ans ;

-Les logements dont la vacance est indépendante de la volonté du contribuable (travaux lourds, procédures, raisons de forme majeure) ;

-Les locaux constituant des dépendances du domaine public, dès lors qu'ils relèvent du régime de la domanialité publique ;

-Les logements détenus par organismes d'habitation à loyer modéré et certaines sociétés d'économie mixte de la construction et de gestion de logements sociaux visé par le Code de la construction et de l'habitation ;

Le conseil municipal après en avoir délibéré à l'unanimité

- **APPROUVE** la création de la taxe sur la vacance des locaux d'habitation (TVLH) pour **l'année 2027.**

Certifie exécutoire par le Maire ~~Président~~

Compte tenu de la réception à la PRÉFECTURE le : 30/09/26

et de la PUBLICATION / NOTIFICATION le : 2/10/26

Le Maire, M.VINET

~~Le Président,~~

POUR EXTRAIT CONFORME

GOND-PONTOUVRE, le 29 septembre 2026

Maryline VINET

Maire de Gond-Pontouvre

AR Prefecture

016-211601547-20260929-202684-DE
Reçu le 30/09/2026

République Française

MAIRIE

de

GOND-PONTOUVRE

Charente

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 SEPTEMBRE 2026

L'an deux mil vingt-six, le 29 septembre, à 18 h 00, le Conseil Municipal de la Commune, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Madame Maryline VINET, Maire.

Nombre de conseillers en exercice : 29

Présents : Mme VINET - M. GOMEZ - Mme BONNEAU (à partir de la délibération 202685) - M. ALIX - Mme RIOU – M. BLANCHARDIE – Mme MENARD – M. SORIA – Mme BRUNET –Mme LAMOUREUX – M. MARCINKIEWICZ – Mme SOUAGNON – M. BREJOU – Mme PICHON – M. GIACOMAZZO – Mme LUCAS – M. LOPEZ – Mme PERROCHEAU – M. MORTEAU – Mme ERZ K – M. PIERRE Xavier– Mme LAFFAS – M. BONTEMPS – Mme FAUCON– M. ROBIN– M. KITSOUKOU – Mme DIEU

Excusés : M. REMY – Mme BONNEAU (jusqu'à la délibération 202684) - M. BEURCQ

Pouvoirs : M. REMY à Mme MENARD – Mme BONNEAU à Mme BRUNET –

M. BEURCQ à Mme LAFFAS

Monsieur Blanchardie Olivier a été élu secrétaire

N°2026/8/4

Décision modificative 2026-02

Madame le Maire rapporteur explique :

VIREMENT DE CREDITS

1/ Dans le cadre du PASS ACCESSION 2026, Mme le Maire souhaite faire évoluer l'enveloppe 2026 de 25 000 € / an à 31 000 € par an, soit + 6 000 €. Il convient donc d'opérer un transfert de crédits comme suit :

Section investissement / dépenses :

AR Prefecture
016-211601547-20260929-202684-DE
Reçu le 30/09/2026

2031/ opération 283 (études globales) - 6 000 €

20422 (Pass Accession) + 6 000 €

L'équilibre du budget n'est pas modifié.

2/ Le paiement de la soulte de Foulpougne a été prévu dans le plan pluri annuel d'investissement (PPI) en 2027. Or, par convention, un paiement a été prévu sur 2 exercices : 2026 et 2027. Le montant total est de **470 400 € TTC** (392 000 € HT).

Il convient donc de prévoir en participation ce montant comme suit :

Section investissement / dépenses :

2315 / opération 276 (Oru Treuil) - 236 000 €

2315 / opération 270 (Voirie) + 236 000 €

L'équilibre du budget n'est pas modifié.

La commission des finances du 17 septembre est sollicitée pour donner son avis sur la DM 2026-02 telle que présentée ci-dessus.

3/ INSCRIPTION DE CREDITS BUDGETAIRES

Dans le cadre des travaux pour compte de tiers concernant la société GLM (*moto 16), des travaux de* désamiantage s'avèrent nécessaires. Il convient donc de modifier les imputations budgétaires nécessaires comme suit :

Investissement/dépenses

45411-01 / GLM + 95 900 €

Investissement / recettes

45412-01 / GLM + 95 900 €

L'équilibre du budget n'est pas modifié.

Le conseil municipal après en avoir délibéré

- **APPROUVE** la décision modificative 2026-02

Certifie exécutoire par le Maire
~~Président~~

Compte tenu de la réception à la
PRÉFECTURE le : 30/09/26

et de la PUBLICATION le : 2/10/26
NOTIFICATION

Le Maire, M. VINET
~~Le Président,~~

POUR EXTRAIT CONFORME

GOND-PONTOUVRE, le 29 septembre 2026

Maryline VINET

Maire de Gond-Pontouvre

AR Prefecture

016-211601547-20260929-202685-DE
Reçu le 30/09/2026

République Française

MAIRIE

de

GOND-PONTOUVRE

Charente

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 SEPTEMBRE 2026

L'an deux mil vingt-six, le 29 septembre, à 18 h 00, le Conseil Municipal de la Commune, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Madame Maryline VINET, Maire.

Présents : Mme VINET - M. GOMEZ - Mme BONNEAU (à partir de la délibération 202685) - M. ALIX - Mme RIOU – M. BLANCHARDIE – Mme MENARD – M. SORIA – Mme BRUNET –Mme LAMOUREUX – M. MARCINKIEWICZ – Mme SOUAGNON – M. BREJOU – Mme PICHON – M. GIACOMAZZO – Mme LUCAS – M. LOPEZ – Mme PERROCHEAU – M. MORTEAU – Mme ERZ K – M. PIERRE Xavier– Mme LAFFAS – M. BONTEMPS – Mme FAUCON– M. ROBIN– M. KITSOUKOU – Mme DIEU

Excusés : M. REMY – Mme BONNEAU (jusqu'à la délibération 202684) - M. BEURCQ

Pouvoirs : M. REMY à Mme MENARD – Mme BONNEAU à Mme BRUNET –

M. BEURCQ à Mme LAFFAS

Monsieur Blanchardie Olivier a été élu secrétaire

N°2026/8/5

AP CP 2022 01 ORU TREUIL SUD Modification n°5

Madame le Maire rapporteur explique :

Les articles L2311-3 et R2311-29 du Code Général des Collectivités Territoriales permettent aux collectivités territoriales d'inscrire des autorisations de programme et des crédits de paiement (AP/CP) dans leur section d'investissement.

Les autorisations de programme constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année pour couvrir les engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme correspondantes.

AR Prefecture
016-211601547-20260929-202685-DE
Reçu le 30/09/2026

Ces dispositions sont particulièrement adaptées au caractère pluri annuel des investissements. Les AP/CP permettent une meilleure lisibilité des opérations inscrites au budget.

Par délibération 2021/10/5 il a été créée l' AP/CP 2022-01 relative à l'opération ORU du Treuil.

L'AP/CP 2022-01 s'appelle donc : **« ORU le Treuil Sud » .**

Les caractéristiques de cette AP/CP (montant / ventilation prévisionnelle des crédits de paiement) sont décrites dans le tableau ci-dessous. Chaque modification de l'AP/CP fera l'objet d'une délibération du Conseil Municipal et la clôture de l'AP/CP sera prononcée lors du vote d'un compte administratif, lorsque l'opération sera soldée.

AP-CP 2022-01 :

PROJET	AUTORISATION DE PROGRAMME		CREDITS DE PAIEMENT TTC		
		Article	**2022**	**2023**	**2024**
ORU LE TREUIL SUD	**365 500**	2315	100 000	135 000	130 500

Chaque autorisation de programme comporte la répartition prévisionnelle par exercice des crédits de paiement correspondants et une évaluation des ressources envisagées pour y faire face. Ainsi l'autorisation de programme et les crédits de paiement seront couverts par des subventions (Grand Angoulême), emprunts, autofinancement et autres financements possibles.

MODIFICATION N°1 de l'AP/CP 2022-01 :

Il est proposé de modifier le montant de l'AP/CP maintenant que les acomptes à verser à Logélia ont été fixés par convention et délibération. Il convient donc de réviser intégralement l'AP/CP et, du fait du passage à la M57, de la rattacher à une opération à part entière comme suit :

AP-CP 2022-01 / OPERATION 276 :

PROJET	AUTORISATION DE PROGRAMME		CREDITS DE PAIEMENT TTC			
		chapitre	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**
ORU LE TREUIL SUD	**800 000**	204	0	350 000	350 000	100 000

Chaque autorisation de programme comporte la répartition prévisionnelle par exercice des crédits de paiement correspondants et une évaluation des ressources envisagées pour y faire face. Ainsi l'autorisation de programme et les crédits de paiement seront couverts par des subventions (Grand Angoulême), emprunts, autofinancement et autres financements possibles.

AR Prefecture
016-211601547-20260929-202685-DE
Reçu le 30/09/2026

Les crédits de paiement seront repris aux budgets 2023, 2024 et 2025.

MODIFICATION N°3 de l'AP/CP 2022-01 :

Il est proposé de modifier le montant de l'AP/CP annuellement comme suit :

AP-CP 2022-01 / OPERATION 276 :

PROJET	AUTORISATION DE PROGRAMME		CREDITS DE PAIEMENT TTC			
		chapitre	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**
ORU LE TREUIL SUD	**725 000**	2315	0	0	360 000	365 000

Chaque autorisation de programme comporte la répartition prévisionnelle par exercice des crédits de paiement correspondants et une évaluation des ressources envisagées pour y *faire face. Ainsi* l'autorisation de programme et les crédits de paiement seront couverts par des subventions (Grand Angoulême), emprunts, autofinancement et autres financements possibles.

Les crédits de paiement seront repris aux budgets 2024 et 2025.

MODIFICATION N°3 de l'AP/CP 2022-01 :

Il est proposé de modifier le montant de l'AP/CP annuellement avec le réalisé 2024 comme suit :

AP-CP 2022-01 / OPERATION 276 :

PROJET	AUTORISATION DE PROGRAMME		CREDITS DE PAIEMENT TTC			
		chapitre	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**
ORU LE TREUIL SUD	**725 000**	2315	0	0	342 000	383 000

Chaque autorisation de programme comporte la répartition prévisionnelle par exercice des crédits de paiement correspondants et une évaluation des ressources envisagées pour y faire face. Ainsi l'autorisation de programme et les crédits de paiement seront couverts par des subventions (Grand Angoulême), emprunts, autofinancement et autres financements possibles.

Les crédits de paiement seront repris au budget 2025.

MODIFICATION N°4 de l'AP/CP 2022-01 :

Il est proposé de modifier le montant de l'AP/CP annuellement avec le réalisé 2025 et de prolonger l'AP d'une année comme suit :

AR Prefecture
016-211601547-20260929-202685-DE
Reçu le 30/09/2026

AP-CP 2022-01 / OPERATION 276 :

PROJET	AUTORISATION DE PROGRAMME	chapitre	CREDITS DE PAIEMENT TTC				
			2022	**2023**	**2024**	**2025**	**2026**
ORU LE TREUIL SUD	**725 000**	2315	0	0	342 000	0	383 000

Chaque autorisation de programme comporte la répartition prévisionnelle par exercice des crédits de paiement correspondants et une évaluation des ressources envisagées pour y faire face. Ainsi l'autorisation de programme et les crédits de paiement seront couverts par des subventions (Grand Angoulême), emprunts, autofinancement et autres financements possibles.

Les crédits de paiement seront repris au budget 2026.

MODIFICATION N°5 de l'AP/CP 2022-01 :
Il est proposé de modifier le montant de l'AP/CP, la commune ayant besoin de crédits pour mandater sur 2026 la soulte de Foulpougne comme suit :

AP-CP 2022-01 / OPERATION 276 :

PROJET	AUTORISATION DE PROGRAMME	Chapitre	CREDITS DE PAIEMENT TTC				
			2022	**2023**	**2024**	**2025**	**2026**
ORU LE TREUIL SUD	**489 000**	2315	0	0	342 000	0	147 000

AR Prefecture
016-211601547-20260929-202685-DE
Reçu le 30/09/2026

Chaque autorisation de programme comporte la répartition prévisionnelle par exercice des crédits de paiement correspondants et une évaluation des ressources envisagées pour y faire face. Ainsi l'autorisation de programme et les crédits de paiement seront couverts par des subventions (Grand Angoulême), emprunts, autofinancement et autres financements possibles.

Les crédits de paiement seront repris au budget 2026.

La commission des Finances du 17/09/26 a donné un avis favorable la modification n°5 de l'AP/CP 2022-01.

Le conseil municipal après en avoir délibéré à l'unanimité

- **APPROUVE** modification n°5 de l'AP/CP 2022-01.

POUR EXTRAIT CONFORME

GOND-PONTOUVRE, le 29 septembre 2026

Maryline VINET

Maire de Gond-Pontouvre

Certifié exécutoire par le Maire ~~Président~~
Compte tenu de la réception à la
PRÉFECTURE le : 30/9/26
et de la PUBLICATION le : 2/10/26
NOTIFICATION
Le Maire, M. VINET
~~Le Président,~~

AR Prefecture

016-211601547-20260929-202656-DE
Reçu le 30/09/2026

République Française

MAIRIE

de

GOND-PONTOUVRE

Charente

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 SEPTEMBRE 2026

L'an deux mil vingt-six, le 29 septembre, à 18 h 00, le Conseil Municipal de la Commune, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Madame Maryline VINET, Maire.

Nombre de conseillers en exercice : 29

Présents : Mme VINET - M. GOMEZ - Mme BONNEAU - M. ALIX - Mme RIOU – M. BLANCHARDIE – Mme MENARD – M. SORIA – Mme BRUNET –Mme LAMOUREUX – M. MARCINKIEWICZ – Mme SOUAGNON – M. BREJOU – Mme PICHON – M. GIACOMAZZO – Mme LUCAS – M. LOPEZ – Mme PERROCHEAU – M. MORTEAU – Mme ERZ K – M. PIERRE Xavier– Mme LAFFAS – M. BONTEMPS – Mme FAUCON– M. ROBIN– M. KITSOUKOU – Mme DIEU

Excusé : M. REMY

Pouvoirs : M. REMY à Mme MENARD – Mme BONNEAU à Mme BRUNET –

M. BEURCQ à Mme LAFFAS

Monsieur Blanchardie Olivier a été élu secrétaire

N°2026/8/6

Pass Accession_dossiers supplémentaires 2026

Madame le Maire rapporteur explique :

Vu les délibérations 2012-5-17 / 2017-8-2/ 2020-6-4 par lesquelles la mairie de Gond-Pontouvre s'est associée au dispositif PASS ACCESSION 2021-2027 ;

AR Prefecture
016-211601547-20260929-202656-DE
Reçu le 30/09/2026

Vu la délibération N°78 du Conseil Communautaire du 28 mai 2025 approuvant la modification n°2 du règlement d'intervention de Grand Angoulême dans le cadre de sa politique de soutien au parc privé ;

Vu la délibération 2025/8/8 du 9 décembre 2025 approuvant les nouvelles modalités d'attribution du PASS ACCESSION à compter du 1er janvier 2026 ;

Attendu la délibération 2025/8/8 qui limite à 25 000 € / an les aides à l'acquisition ;

Attendu que l'enveloppe 2026 est déjà entièrement utilisée,

Attendu que pour 2026, 2 dossiers dans le neuf sont en attente,

Mme le Maire souhaiterait que ces 2 dossiers PASS ACCESSION dans le NEUF soient traités sur 2026, il conviendra pour 2026 **uniquement** de passer l'enveloppe disponible de 25 000 € annuels à 31 000 € annuels.

Une délibération modificative sera nécessaire pour ajouter les crédits aux participations déjà prévues.

Le reste de la délibération 2025/8/8 reste inchangé.

Le conseil municipal après en avoir délibéré à l'unanimité

- **APPROUVE** le Pass Accession des dossiers supplémentaires 2026

POUR EXTRAIT CONFORME

GOND-PONTOUVRE, le 29 septembre 2026

Maryline VINET

Maire de Gond-Pontouvre

Certifie exécutoire par le Maire ~~Président~~

Compte tenu de la réception à la

PRÉFECTURE le : 30/9/26

et de la PUBLICATION / NOTIFICATION le : 2/10/26

Le Maire, M. VINET

~~Le Président~~,

AR Prefecture
016-211601547-20260929-202687-DE
Reçu le 30/09/2026

République Française

MAIRIE

de

GOND-PONTOUVRE

Charente

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 SEPTEMBRE 2026

L'an deux mil vingt-six, le 29 septembre, à 18 h 00, le Conseil Municipal de la Commune, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Madame Maryline VINET, Maire.

Nombre de conseillers en exercice : 29

Présents : Mme VINET - M. GOMEZ - Mme BONNEAU (à partir de la délibération 202685) - M. ALIX - Mme RIOU – M. BLANCHARDIE – Mme MENARD – M. SORIA – Mme BRUNET –Mme LAMOUREUX – M. MARCINKIEWICZ – Mme SOUAGNON – M. BREJOU – Mme PICHON – M. GIACOMAZZO – Mme LUCAS – M. LOPEZ – Mme PERROCHEAU – M. MORTEAU – Mme ERZ K – M. PIERRE Xavier– Mme LAFFAS – M. BONTEMPS – Mme FAUCON– M. ROBIN– M. KITSOUKOU – Mme DIEU

Excusés : M. REMY – Mme BONNEAU (jusqu'à la délibération 202684) - M. BEURCQ

Pouvoirs : M. REMY à Mme MENARD – Mme BONNEAU à Mme BRUNET –

M. BEURCQ à Mme LAFFAS

Monsieur Blanchardie Olivier a été élu secrétaire

N°2026/8/7

SIVU crèche_versement intermédiaire exceptionnel

Madame le Maire rapporteur explique :

Vu la délibération 2025/1/22 du 18 février 2025 mettant en place un nouveau rythme de paiement au SIVU CRECHE :

- Un acompte de 20% en année N du montant total versé en N-1 ;

AR Prefecture
016-211601547-20260929-26207-DE
Reçu le 30/09/2026

Une régularisation sur les mois suivants dont la temporalité reste inchangée (Mai/Aout/Octobre). Cette régularisation faisant l'objet d'une délibération l'année N vers le mois d'Avril ou Mai une fois le montant de la participation connu ;

Situation actuelle :

- La commune de GOND-PONTOUVRE n'a pas délibéré en avril/mai sur la participation 2026 au SIVU CRECHE car le montant de celle-ci n'était pas encore consolidé suite aux élections municipales à Saint Yrieix sur Charente ;
- Conscient cependant que le SIVU CRECHE nécessite des fonds de la part des communes pour son bon fonctionnement,
- Mme le Maire propose, exceptionnellement de verser une somme de **15 000 €** au SIVU CRECHE ;
- Cette somme de 15 000 € ainsi que le montant de l'avance de 20% déjà versé (9 632.40 €) seront déduits du montant de la participation 2026 une fois ce montant connu. Il ne sera alors pas nécessaire de délibérer à nouveau pour verser le solde dû en une seule fois.
- Pour 2027, les modalités de la délibération 2025/1/22 s'appliqueront.

Le conseil municipal après en avoir délibéré à l'unanimité

- **APPROUVE** le versement intermédiaire exceptionnel au SIVU Crèche

POUR EXTRAIT CONFORME

GOND-PONTOUVRE, le 29 septembre 2026

Maryline VINET

MAIRIE DE GOND-PONTOUVRE (16160)

Maire de Gond-Pontouvre

Certifie exécutoire par le Maire ~~Président~~

Compte tenu de la réception à la

PRÉFECTURE le : 30/9/26

et de la PUBLICATION / NOTIFICATION le : 2/10/26

Le Maire, M. VINET

~~Le Président,~~

MAIRIE DE GOND-PONTOUVRE (16160)

AR Prefecture

016-211601547-20260929-202688-DE
Reçu le 30/09/2026

République Française

MAIRIE

de

GOND-PONTOUVRE

Charente

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 SEPTEMBRE 2026

L'an deux mil vingt-six, le 29 septembre, à 18 h 00, le Conseil Municipal de la Commune, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Madame Maryline VINET, Maire.

Nombre de conseillers en exercice : 29

Présents : Mme VINET - M. GOMEZ - Mme BONNEAU (à partir de la délibération 202685) - M. ALIX - Mme RIOU – M. BLANCHARDIE – Mme MENARD – M. SORIA – Mme BRUNET –Mme LAMOUREUX – M. MARCINKIEWICZ – Mme SOUAGNON – M. BREJOU – Mme PICHON – M. GIACOMAZZO – Mme LUCAS – M. LOPEZ – Mme PERROCHEAU – M. MORTEAU – Mme ERZ K – M. PIERRE Xavier– Mme LAFFAS – M. BONTEMPS – Mme FAUCON– M. ROBIN– M. KITSOUKOU – Mme DIEU

Excusés : M. REMY – Mme BONNEAU (jusqu'à la délibération 202684) - M. BEURCQ

Pouvoirs : M. REMY à Mme MENARD – Mme BONNEAU à Mme BRUNET –

M. BEURCQ à Mme LAFFAS

Monsieur Blanchardie Olivier a été élu secrétaire

N°2026/8/8

Partenariat entre la commune de Gond-Pontouvre et l'Association Festival de l'humour Soyaux Fou d'humour 2026

Monsieur SORIA rapporteur explique :

Le 6 novembre 2026, il est proposé d'accueillir un spectacle dans le cadre de la manifestation « SOYAUX FOU D'HUMOUR » 2026.

AR Prefecture
016-211601547-20260929-202688-DE
Reçu le 30/09/2026

La commune met gratuitement à disposition la salle des fêtes et verse une participation financière de 2260 € à l'association « FESTIVAL DE L'HUMOUR » pour l'organisation artistique de la manifestation.

Le rôle de chaque partenaire est décrit dans une convention particulière pour laquelle il convient de délibérer en Conseil Municipal.

Le conseil municipal doit se prononcer sur :

- La convention de partenariat entre la commune de Gond-Pontouvre et l'association « FESTIVAL DE L'HUMOUR » pour l'organisation de la manifestation des 20 ans de « Soyaux Fou d'Humour » 2026.
- L'autorisation à donner au maire de signer la convention et toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération

Le conseil municipal après en avoir délibéré à l'unanimité

- **APPROUVE** La convention de partenariat entre la commune de Gond-Pontouvre et l'association « FESTIVAL DE L'HUMOUR » pour l'organisation de la manifestation des 20 ans de « Soyaux Fou d'Humour » 2026.
- **AUTORISE** Madame le Maire à signer la convention et toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération

POUR EXTRAIT CONFORME

GOND-PONTOUVRE, le 29 septembre 2026

Maryline VINET

Maire de Gond-Pontouvre

Certifié exécutoire par le Maire ~~Président~~
Compte tenu de la réception à la
PRÉFECTURE le : 30/9/26
et de la PUBLICATION / NOTIFICATION le : 2/10/26
Le Maire,
~~Le Président,~~

CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre les soussignés,

L'ASSOCIATION DU FESTIVAL DE L'HUMOUR, association de loi 1901, dont le siège social est situé au 28 et 30 rue du Port Thureau 16000 Angoulême, représentée par Stéphane Bourinet, en sa qualité de Président, dûment habilité à l'effet des présentes et ci-après désignée : « SOYAUX FOU D'HUMOUR»

d'une part,

Mairie de GOND PONTOUVRE Place de l'hôtel de ville 16160 GOND PONTOUVRE, représentée par Mme Maryline VINET en sa qualité de Maire, dûment habilitée à l'effet des présentes et ci-après désignée :

« ..... »

d'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

Le présent article a pour objet de décrire les conditions et les modalités de collaboration entre les Parties.

L'association du Festival de l'Humour de Soyaux intervient dans le cadre d'une prestation de service lors de la soirée SOYAUX FOU D'HUMOUR, du 06 novembre 2026.

ARTICLE 2 : Engagements de Mairie de Gond Pontouvre

Afin de soutenir SOYAUX FOU D'HUMOUR dans la réalisation de son projet, la Mairie de Gond Pontouvre s'engage à lui verser une contribution équivalente au prix TTC du spectacle + frais de transport à venir pour une personne en seconde classe, suite à la diffusion du spectacle.

La contribution couvre :

- Le prix de cession du spectacle : 2000,00€ HT
- Les frais divers : transport : Forfait de 125 HT€
- Total HT : 2125.00€
- TVA à 5.5% % sur la base 2000 € soit 110.00€
- TVA à 20 % sur la base du billet de train : 25.00€
- Pour un total TTC de : 2260.00€

- La Mairie s'engage à mettre à disposition les installations nécessaires au spectacle : Salle de la Mairie, chaises, tables, accessoires plateau, cuisine... et prend en charges les frais de fonctionnement du lieu (électricité, eau, chauffage...)

Siege social: 28 rue du port Thureau 16000 ANGOULEME S. BOURINET: 06 11 77 16 36 D. MOREAU : 07 83 57 09 77
Email : soyauxfou@sfr.fr Site internet: www.soyauxfoudhumour.fr Siret: 480174929 00012

- Au moins une personne de l'équipe Mairie assurera l'extinction des lumières et la fermeture des portes après mise sous surveillance des lieux.

- La Mairie laisse la gestion des entrées, la billetterie et la recette à l'association du festival d'Humour de Soyaux.
- Un repas sera pris en commun sur place (artistes, techniciens, bénévoles et membres de la Mairie) avec participation en nature des invités.

2.1 Mairie de Gond Pontouvre pourra diffuser une présentation du partenariat, objet de la présente Convention et différentes actualités relatives au Projet sur ses différents supports de communication internes et externes.

2.2 Il est précisé, de convention expresse, que la responsabilité de Mairie de Gond Pontouvre est limitée au soutien apporté à SOYAUX FOU D'HUMOUR dans les conditions définies au présent article. SOYAUX FOU D'HUMOUR conserve en conséquence l'entière responsabilité de la réalisation du Projet ainsi que, dans cette perspective, de la relation entretenue avec tout fournisseur, partenaire ou tout autre tiers intervenant dans ce cadre.

2.3 A l'occasion de la 20 ème édition de Soyaux Fou d'Humour, la Mairie de Gond Pontouvre prend en charge l'organisation et les coûts relatifs à l'animation qui aura lieu sous chapiteau le 06 novembre 2026.

2.4 Les équipements relatifs à cette animation seront gérés (installation/démontage) par les équipes techniques de la mairie.

ARTICLE 3 : Engagement de SOYAUX FOU D'HUMOUR

3.0 Gère le contrat de cession entre la production ou l'artiste et l'association et procédera ensuite à la refacturation des prestations à la Mairie de Gond Pontouvre.

3.1 Présentera le spectacle : Ryad Baxx sort de l'ombre - 43, rue de Courcelles - 75008 PARIS -TUTAVU PRODUCTIONS

3.2 S'engage à fournir à Mairie de Gond Pontouvre, tout document prouvant l'utilisation de son soutien financier, objet de l'article 2.1, conformément à l'objet du Projet ci-dessus décrit (documents de communication, bilan du projet ou de l'opération menée, rapport d'activité de l'exercice concerné...) dans les 12 mois suivant le versement des fonds.

3.3 S'engage à faire état du soutien de Mairie de Gond Pontouvre, dans toutes publications ou sur tout support de communication, ou au cours de colloques, réunions, séminaires, etc., en relation avec le Projet.

3.4 S'engage à apposer le logo de Mairie de Gond Pontouvre sur tous les documents matériels et immatériels liés au Projet, notamment sur le site internet de l'association et sur le programme réalisé dans le cadre du Projet.

Siege social: 28 rue du port Thureau 16000 ANGOULEME S. BOURINET: 06 11 77 16 36 D. MORCAU : 07 83 57 09 77
Email : soyauxfou@sfr.fr Site internet: www.soyauxfoudhumour.fr Siret: 480174929 00012

3.5 Prend à sa charge les coûts de régie du spectacle.

3.6 Prend à sa charge les frais de SACEM/SACD relatifs au spectacle présenté.

3.7 Certifie avoir souscrit une assurance responsabilité civile et s'engage à produire une attestation sur demande de la mairie de Gond Pontouvre.

ARTICLE 4 : Durée de la Convention

La présente convention est conclue pour la durée du festival 2026 à compter de sa date de signature.

ARTICLE 5 : Evaluation du partenariat

Au terme de la Convention, le cas échéant, SOYAUX FOU D'HUMOUR transmettra à Mairie de Gond Pontouvre à sa demande, un bilan des travaux menés dont, prioritairement, les actions de communication réalisées dans le cadre du partenariat.

ARTICLE 6 : Confidentialité et secret professionnel

Hormis dans le cadre des actions de communication réalisées dans le cadre du Projet, les Parties s'engagent à conserver confidentielles, tant pendant l'exécution de la Convention qu'après la fin de celle-ci, les informations de toute nature auxquelles elles pourraient avoir accès dans le cadre de l'exécution des présentes. Elles s'engagent également à faire respecter strictement cette obligation par leurs personnels et sous-traitants éventuels.

ARTICLE 7 : Résiliation - Révision

7.1 En cas d'inexécution ou de violation, par l'une des Parties de l'une quelconque des dispositions de Convention, celle-ci pourra être résiliée unilatéralement et de plein droit par l'autre Partie, 30 (trente) jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet et ceci, sans préjudice de tous dommages et intérêts qui pourraient être réclamés à la Partie défaillante.

La présente Convention sera, en outre, résiliée automatiquement et de plein droit dans l'hypothèse où, notamment par suite d'une modification législative ou réglementaire la concernant ou concernant ses activités, l'une ou l'autre des Parties se trouverait dans l'impossibilité de poursuivre la présente Convention.

Siege social: 28 rue du port Thureau 16000 ANGOULEME S. BOURINET: 06 11 77 16 36 D. MOREAU : 07 83 57 09 77
Email : soyauxfou@sfr.fr Site internet: www.soyauxfoudhumour.fr Siret: 480174929 00012

7.2 La présente Convention pourra être révisée à tout moment, à la demande de l'une des Parties.

Toute révision de la présente Convention devra donner lieu à un avenant signé par chacune des Parties.

ARTICLE 8 : Litiges

En cas de contestations, litiges ou autres différends sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation dans le délai de deux mois.

Si néanmoins le désaccord persiste, le litige sera porté devant le Tribunal administratif d'ANGOULÊME

ARTICLE 9 : Droit applicable – Attribution de compétence

La présente Convention est régie par le droit français.

Tout litige concernant la validité, l'interprétation ou l'exécution de la Convention sera à défaut d'accord amiable, porté devant les tribunaux compétents d'ANGOULÊME.

La présente convention comporte 4 pages.

Fait le 01 09 2026..à Angoulême.....

Pour la Mairie de Gond Pontouvre
Prénom Nom

Signature

Pour l'association
Prénom Nom Stephane Bourinet

ASSOCIATION FESTIVAL DE L'HUMOUR
28 Rue du Port Thureau - 16000 Angoulême
Tél. 06 11 77 16 36 - soyauxfou@sfr.fr
SIRET 480 174 929 00012 - APE 929A
FR12 480 174 929

Signature

Siege social: 28 rue du port Thureau 16000 ANGOULEME S. BOURINET: 06 11 77 16 36 D. MOREAU : 07 83 57 09 77
Email : soyauxfou@sfr.fr Site internet: www.soyauxfoudhumour.fr Siret: 480174929 00012

AR Prefecture

016-211601547-20260929-202689-DE
Reçu le 30/09/2026

République Française

MAIRIE

de

GOND-PONTOUVRE

Charente

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 SEPTEMBRE 2026

L'an deux mil vingt-six, le 29 septembre, à 18 h 00, le Conseil Municipal de la Commune, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Madame Maryline VINET, Maire.

Nombre de conseillers en exercice : 29

Présents : Mme VINET - M. GOMEZ - Mme BONNEAU (à partir de la délibération 202685) - M. ALIX - Mme RIOU – M. BLANCHARDIE – Mme MENARD – M. SORIA – Mme BRUNET –Mme LAMOUREUX – M. MARCINKIEWICZ – Mme SOUAGNON – M. BREJOU – Mme PICHON – M. GIACOMAZZO – Mme LUCAS – M. LOPEZ – Mme PERROCHEAU – M. MORTEAU – Mme ERZ K – M. PIERRE Xavier– Mme LAFFAS – M. BONTEMPS – Mme FAUCON– M. ROBIN– M. KITSOUKOU – Mme DIEU

Excusés : M. REMY – Mme BONNEAU (jusqu'à la délibération 202684) - M. BEURCQ

Pouvoirs : M. REMY à Mme MENARD – Mme BONNEAU à Mme BRUNET –

M. BEURCQ à Mme LAFFAS

Monsieur Blanchardie Olivier a été élu secrétaire

N°2026/8/9

Autorisation de signature avec le refuge de l'Angoumois

Monsieur ALIX rapporteur explique :

Dans le cadre de la gestion des chats errants sur la commune, il est nécessaire de prévoir une solution spécifique pour les chatons de moins de 6 mois, qui ne peuvent pas être stérilisés immédiatement. La commune souhaite donc s'appuyer sur le Refuge de l'Angoumois / SPA Mornac pour leur prise en charge.

AR Prefecture
016-211601547-20260929-202689-DE
Reçu le 30/09/2026

Le coût de prise en charge par chaton est fixé à 50 € TTC (toutes taxes comprises).

La convention est conclue pour une durée d'un an, reconductible par décision expresse.

Il est proposé de :

- **Autoriser** Madame le Maire, Maryline VINET, à signer la convention avec le Refuge de l'Angoumois / SPA Mornac pour la prise en charge des chatons de moins de 6 mois, dans les conditions précisées ci-dessus.
- **D'inscrire** les crédits nécessaires au budget de la commune

Le conseil municipal après en délibéré à l'unanimité

- **AUTORISE** Madame le Maire, Maryline VINET, à signer la convention avec le Refuge de l'Angoumois / SPA Mornac pour la prise en charge des chatons de moins de 6 mois, dans les conditions précisées ci-dessus.
- **INSCRIT** les crédits nécessaires au budget de la commune

POUR EXTRAIT CONFORME

GOND-PONTOUVRE, le 29 septembre 2026

Maryline VINET

Maire de Gond-Pontouvre

Certifie exécutoire par le Maire ~~Président~~

Compte tenu de la réception à la

PRÉFECTURE le : 30/9/2026

et de la PUBLICATION / NOTIFICATION le : 2/10/26

Le Maire, M. VINET

~~Le Président~~,

CONVENTION 2026

PRISE EN CHARGE DES CHATONS DE MOINS DE SIX MOIS

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

La ville de : .....,
représentée par son Maire en exercice, dûment autorisé par délibération en date du : ..... / ..... / 20...,

ET :
Le Refuge de l'Angoumois / SPA Mornac Charente, représenté par Madame Corinne DESCHAMPS, Présidente, situé au 7 Route de Bois Long - Les Mesniers, 16600 Mornac.

Article 1 — Objet

La ville de ..... souhaite faire appel aux services du Refuge de l'Angoumois / SPA Mornac Charente pour la prise en charge des chats errants de moins de 6 mois.
Le refuge ne disposant pas d'intervenants sur le terrain, les services de la mairie se rendront directement au Refuge de l'Angoumois / SPA Mornac Charente pour la prise en charge de l'animal.

Article 2 — Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter de sa signature. Elle est reconductible tacitement.

Article 3 — Conditions financières

Le coût de prise en charge par animal est fixé à **50 € TTC** (TVA en vigueur).

Article 4 — Avenant et terme à la convention

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Article 5 — Litige

En cas de litige et dans le cas où aucune solution de règlement à l'amiable ne peut être envisagée, les parties conviennent que le tribunal compétent est le **tribunal administratif de Poitiers**.

Fait à : .....
Le : ..... / ..... / 20...

En double exemplaire

Pour le Refuge de l'Angoumois
La Présidente, Corinne DESCHAMPS

Pour la Mairie / Le Maire	Signature & Cachet :
Signature :	

AR Prefecture

016-211601547-20260929-2026810-DE
Reçu le 30/09/2026

République Française

MAIRIE

de

GOND-PONTOUVRE

Charente

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 SEPTEMBRE 2026

L'an deux mil vingt-six, le 29 septembre, à 18 h 00, le Conseil Municipal de la Commune, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Madame Maryline VINET, Maire.

Nombre de conseillers en exercice : 29

Présents : Mme VINET - M. GOMEZ - Mme BONNEAU (à partir de la délibération 202685) - M. ALIX - Mme RIOU – M. BLANCHARDIE – Mme MENARD – M. SORIA – Mme BRUNET –Mme LAMOUREUX – M. MARCINKIEWICZ – Mme SOUAGNON – M. BREJOU – Mme PICHON – M. GIACOMAZZO – Mme LUCAS – M. LOPEZ – Mme PERROCHEAU – M. MORTEAU – Mme ERZ K – M. PIERRE Xavier– Mme LAFFAS – M. BONTEMPS – Mme FAUCON– M. ROBIN– M. KITSOUKOU – Mme DIEU

Excusés : M. REMY – Mme BONNEAU (jusqu'à la délibération 202684) - M. BEURCQ

Pouvoirs : M. REMY à Mme MENARD – Mme BONNEAU à Mme BRUNET –

M. BEURCQ à Mme LAFFAS

Monsieur Blanchardie Olivier a été élu secrétaire

N°2026/8/10

Autorisation de signature avec l'association Chapitres

Monsieur ALIX rapporteur explique :

La commune de Gond-Pontouvre est engagée dans une campagne de longue durée visant à maîtriser la population des chats errants sur son territoire. Dans ce cadre, un partenariat a déjà été validé avec la Fondation 30 Millions d'Amis pour la prise en charge des frais vétérinaires liés à la stérilisation.

AR Prefecture
016-211601547-20260929-2026810-DE
Reçu le 30/09/2026

Afin de compléter cette démarche, il est nécessaire de signer une convention avec l'association Chapitres, qui interviendra pour réaliser les captures des chats errants, leur transport vers le vétérinaire partenaire, puis leur relâcher après stérilisation et identification.

- La fondation « 30 millions d'amis » prendra en charge les frais de stérilisation et d'identification des chats capturés dans le cadre de la convention avec la commune.
- Une contribution financière de 20 € par chat capturé sera versée à l'association Chapitres pour couvrir les frais liés aux opérations de capture, transport et garde des animaux.

La convention sera valable jusqu'au 31 décembre 2026 et pourra être reconduite par décision expresse.

Il est proposé de :

- **Autoriser** Madame le Maire ou son représentant, à signer la convention avec l'association Chapitres pour la capture des chats errants, dans les conditions précisées ci-dessus.
- **D'inscrire** les crédits nécessaires au budget de la commune

Le conseil municipal après en avoir délibéré à l'unanimité

- **AUTORISE** Madame le Maire ou son représentant, à signer la convention avec l'association Chapitres pour la capture des chats errants, dans les conditions précisées ci-dessus.
- **INSCRIT** les crédits nécessaires au budget de la commune

POUR EXTRAIT CONFORME

GOND-PONTOUVRE, le 29 septembre 2026

Maryline VINET

Maire de Gond-Pontouvre

Certifie exécutoire par le Maire ~~Président~~

Compte tenu de la réception à la

PRÉFECTURE le : 30/09/2026

et de la PUBLICATION le : 2/10/2026
NOTIFICATION

Le Maire, M. VINET

~~Le Président~~,

CONVENTION DE STERILISATION DES CHATS ERRANTS

ENTRE,
La commune de GOND-PONTOUVRE, représentée par son **Maire, Maryline VINET**, dûment habilitée par délibération N° XXXXXX en date du XX/XX/XXXXd'une part,
ET,
L'association CHAPITRES, représentée par sa **Présidente, Mme Fabienne GUÉDON**, dont son siège est situé chez Massilloux- 2 impasse du Dolemen-16410 DIGNAC, d'autre part,
Il est convenu ce qui suit :

TITRE I - EXPOSE

La municipalité de Gond-Pontouvre et **l'association Chapitres** se sont rapprochées pour mener ensemble des campagnes de stérilisation.

La stérilisation des chats errants limite la prolifération et stabilise automatiquement la population féline qui continue de jouer son rôle de filtre contre les rats, souris, etc. et respecte la sensibilité de nos citoyens devant la vie des animaux de compagnie.

Cette pratique enraye les problèmes des nuisances olfactives générées par les marquages urinaires, des miaulements des femelles en période de reproduction et de la transmission de maladie dues aux accouplements et aux bagarres pour la reproduction.

De plus, le chat étant un animal territorial, ceux présents sur un site empêchent tout autre de s'y introduire. Si des chats résident en un lieu, c'est qu'il existe en effet un biotope favorable et les éradiquer entraînerait leur remplacement spontané et immédiat par d'autres.

TITRE II - CONVENTION

Article 1 – Objet de la convention :

La présente convention encadre la mise en place d'une action visant à maîtriser les populations de chats errants sans propriétaire par le contrôle de leur reproduction, en accord avec la législation en vigueur.

Elle détermine les obligations de chacune des parties intervenant dans les campagnes de stérilisation des chats errants non identifiés sans propriétaire ou sans « détenteur » vivant sur le domaine public de la municipalité de Gond-Pontouvre.

Cette convention détermine :

- L'expression des besoins de la municipalité de Gond-Pontouvre
- Les modalités de prise en charge des frais de stérilisation et d'identification

Article 2 – Modalités de fonctionnement :

Dans le cadre défini par l'article L.211-27 du Code Rural, la municipalité de Gond-Pontouvre par arrêté, fera capturer les chats errants non identifiés, en état de divagation, sans propriétaire ou sans « détenteur » et vivant en groupe dans les lieux publics de la commune par l'intermédiaire de l'association Chapitres.

L'association Chapitres se chargera des captures et de conduire les chats capturés chez le vétérinaire partenaire de la commune. Après stérilisation et identification, l'association Chapitres récupérera les chats chez le vétérinaire pour les relâcher sur le lieu de capture.

Selon les modalités prévues à l'article R211-12 du Code Rural, lorsque des campagnes de capture des errants sont envisagées sur tout ou une partie du territoire de la commune, la municipalité de Gond-Pontouvre en informe la population, par affichage et publication dans la presse locale, en précisant les lieux, jours et heures prévus, au moins une semaine avant leur mise en œuvre.

Lorsqu'un chat est trappé, l'association Chapitre s'oblige en première intention, à vérifier si l'animal est identifié afin, le cas échéant de la restituer à son propriétaire.

Seuls pourront être relâchés en un lieu les chats qui y ont été préalablement capturés : aucun chat d'une autre origine géographique ne doit y être introduit.

Les chats capturés dans le cadre de cette campagne et qui n'ont pas pu être restitués à leur éventuel propriétaire, sont relâchés sur leur lieu de trappage.

Les opérations de capture, de transport et de garde des animaux sont intégralement réalisées par l'association Chapitres.

Les frais de stérilisation et d'identification seront pris en charge par la fondation « 30 millions d'amis » dans le cadre de leur convention avec la commune de Gond-Pontouvre.

La commune de Gond-Pontouvre versera une contribution financière de 20€ par chat capturé à l'association Chapitres.

En cas de blessures ou de soins complémentaires, l'association Chapitre sera en mesure de prendre en charge ces soins.

Les animaux sans propriétaire ou dont le propriétaire est inconnu et qui ne pourront être relâchés (maladie, problèmes sanitaires, très jeunes chatons…) pourront être conduits par les services de la mairie de Gond-Pontouvre au refuge de l'angoumois à Mornac en fonction de leur convention de

partenariat et des modalités de prise en charge. Chaque cas sera évoqué au quotidien avec les services de la ville de Gond-Pontouvre.

Lieux de captures :

- Sur l'ensemble du territoire communal, à la demande de la mairie de Gond-Pontouvre.
- Dans les jardins privés à la demande de la mairie de Gond-Pontouvre. L'association Chapitres a l'habitude depuis bientôt 7 ans d'aller à la rencontre des particuliers qui nourrissent les chats errants dans leurs jardins et qui sont favorables à leur stérilisation. Ces personnes représentent souvent une aide précieuse pour savoir les habitudes des chats du quartier, les heures de nourrissage, leur nombre et leurs caractéristiques.

Article 3 – Gestion de population de chats stérilisés et information du public :

La gestion, le suivi sanitaire et les conditions de garde des populations félines seront placés sous la responsabilité de la fondation « 30 millions d'amis » dans le cadre de leur convention avec la commune de Gond-Pontouvre

La municipalité de Gond-Pontouvre s'engage à informer la population de l'action entreprise en partenariat avec l'association Chapitres en faveurs des chats errants, à rappeler aux propriétaires leurs obligations envers leurs animaux, notamment l'obligation d'indentification dont le défaut est désormais passible d'une amende (décret n°202-1625 du 18 décembre 2020).

TITRE III – VALIDITE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet au jour de sa signature et durant toute la campagne de stérilisation soit jusqu'au 31 décembre 2026.

La présente convention sera reconduite par voie expresse.

Fait à Gond-Pontouvre le XX/ XX/2026

L'Association Chapitres,
La Présidente,

Mme Fabienne GUEDON

Mairie de Gond-Pontouvre,
Mme Le Maire,

Maryline VINET

AR Prefecture
016-211601547-20260929-2026811-DE
Reçu le 30/09/2026

République Française

MAIRIE

de

GOND-PONTOUVRE

Charente

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 SEPTEMBRE 2026

L'an deux mil vingt-six, le 29 septembre, à 18 h 00, le Conseil Municipal de la Commune, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Madame Maryline VINET, Maire.

Nombre de conseillers en exercice : 29

Présents : Mme VINET - M. GOMEZ - Mme BONNEAU (à partir de la délibération 202685) - M. ALIX - Mme RIOU – M. BLANCHARDIE – Mme MENARD – M. SORIA – Mme BRUNET –Mme LAMOUREUX – M. MARCINKIEWICZ – Mme SOUAGNON – M. BREJOU – Mme PICHON – M. GIACOMAZZO – Mme LUCAS – M. LOPEZ – Mme PERROCHEAU – M. MORTEAU – Mme ERZ K – M. PIERRE Xavier– Mme LAFFAS – M. BONTEMPS – Mme FAUCON– M. ROBIN– M. KITSOUKOU – Mme DIEU

Excusés : M. REMY – Mme BONNEAU (jusqu'à la délibération 202684) - M. BEURCQ

Pouvoirs : M. REMY à Mme MENARD – Mme BONNEAU à Mme BRUNET –

M. BEURCQ à Mme LAFFAS

Monsieur Blanchardie Olivier a été élu secrétaire

N°2026/8/11

Montant de la redevance d'occupation du domaine public_GRDF 2026

Monsieur BLANCHARDIE rapporteur explique :

Le régime de redevance pour l'occupation du domaine public des ouvrages de transport et de distribution de gaz est fixé par les décrets n° 2007-606 du 25 avril 2007 et 2015-334 du 25 mars 2015 ainsi que par les articles L 2333-84 et L 2333-86 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En plus de la Redevance « classique » (longueur de canalisations de gaz naturel situées sur le domaine public communal), le Décret 2015-334 du 25 mars 2015 fixe un régime de redevances dues aux communes pour l'occupation **provisoire** de leur domaine public par les chantiers de travaux sur les ouvrages de distribution de gaz exploités par GRDF. Le calcul de la redevance ROPDP est effectué sur

AR Prefecture
016-211601148-20250929-20260914-DE
Reçu le 30/09/2026

la base des longueurs de canalisations construites ou renouvelées sur le domaine public communal et mises en gaz au cours de l'année 2025

Le montant de ces redevances est décidé par le conseil municipal dans la limite de la formule suivante :

- **Redevance d'Occupation du Domaine Public (RODP)**

(Plafond de la redevance x L) + 100€ x Taux de revalorisation (1.44)

Le plafond de redevance est fixé à 0.035€. La commune peut librement déterminer le taux de cette redevance dans la limite de ce plafond. De 2007 à 2025, le conseil municipal avait établi ce taux à 100% de 0.035€.

L représente la longueur en mètre de la canalisation de gaz naturel située sur le domaine public, soit selon Gaz de France : **42 823 mètres.**

Le montant ainsi déterminé représente donc :

(0.035 x 42 823) + 100 = 1 598.80 €.

A ce montant (1 598.80 €), il convient d'appliquer l'évolution de l'index ingénierie de 1.44, ce qui porte le montant de la redevance à :

1 598.80 x 1.44 = 2302 €

Redevance d'Occupation Provisoire du Domaine Public (ROPDP)

Formule de calcul : 0.7 x L x indexe d'ingénierie (1.24)

L= 23 m

0.7 X 23 = 16.10 €

16.10 x 1.24 = **20 €**

Soit RODP 2026 + ROPDP 2026 = 2 322 € au titre de 2026 (longueurs 2025) arrondi à l'euro le plus proche à l'article L 2322-4 du Code de la Propriété des personnes publiques.

Pour mémoire en 2025 : 2 510 €

Le conseil municipal après avoir délibéré à l'unanimité

- **APPROUVE** le Montant de la redevance d'occupation du domaine public_GRDF 2026

Certifie exécutoire par le Maire ~~Président~~

Compte tenu de la réception à la

PRÉFECTURE le : 30/09/26

et de la PUBLICATION / NOTIFICATION le : 2/10/26

Le Maire, M. VINET

~~Le Président,~~

POUR EXTRAIT CONFORME

GOND-PONTOUVRE, le 29 septembre 2026

Maryline VINET

Maire de Gond-Pontouvre

Société COMPLETEL
Situation des installations au 31.12.2025
Sur la commune de Gond-Pontouvre (16160)

REDEVANCE A PAYER EN 2026

Artères de télécommunication

a) En sous-sol:0.6 km d'artère x 49.11 euros du km = 29.47 €

TOTAL **29.47 euros**

Emprise au sol

a) cabines
(emprise au sol = 1 m²)

b) sous-répartiteurs

0 m2 x 31.298 € = **0 euros**

T O T A L Redevances
Artères et emprises au sol

29.47 Euros

Fait à GOND-PONTOUVRE, le

Maryline VINET,

Le Maire de Gond-Pontouvre,

AR Prefecture

016-211601547-20260929-2026812-DE
Reçu le 30/09/2026

République Française

MAIRIE

de

GOND-PONTOUVRE

Charente

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 SEPTEMBRE 2026

L'an deux mil vingt-six, le 29 septembre, à 18 h 00, le Conseil Municipal de la Commune, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Madame Maryline VINET, Maire.

Nombre de conseillers en exercice : 29

Présents : Mme VINET - M. GOMEZ - Mme BONNEAU (à partir de la délibération 202685) - M. ALIX - Mme RIOU – M. BLANCHARDIE – Mme MENARD – M. SORIA – Mme BRUNET –Mme LAMOUREUX – M. MARCINKIEWICZ – Mme SOUAGNON – M. BREJOU – Mme PICHON – M. GIACOMAZZO – Mme LUCAS – M. LOPEZ – Mme PERROCHEAU – M. MORTEAU – Mme ERZ K – M. PIERRE Xavier– Mme LAFFAS – M. BONTEMPS – Mme FAUCON– M. ROBIN– M. KITSOUKOU – Mme DIEU

Excusés : M. REMY – Mme BONNEAU (jusqu'à la délibération 202684) - M. BEURCQ

Pouvoirs : M. REMY à Mme MENARD – Mme BONNEAU à Mme BRUNET –

M. BEURCQ à Mme LAFFAS –

Monsieur Blanchardie Olivier a été élu secrétaire

N°2026/8/12

Redevance d'occupation du domaine public 2026_Completel

Monsieur BLANCHARDIE rapporteur explique :

Suite au décret du 27 décembre 2005 relatif aux redevances et droits de passage sur le domaine public qui fixe les modalités d'occupation du domaine public communal par les opérateurs de communications électroniques, il y a lieu de fixer pour l'année 2026 la redevance relative à la société COMPLETEL.

AR Prefecture
016-211601547-20260929-2026812-DE
Reçu le 30/09/2026

Pour le domaine routier communal, les montants de redevance tiennent compte de la durée de l'occupation, de la valeur locative de l'emplacement occupé et des avantages matériels, juridiques et opérationnels qu'en tire le permissionnaire tout en ne devant pas excéder ceux indiqués dans le texte. Les installations radioélectriques (pylône, antenne de téléphonie mobile..) sont exclues du champ d'application de ce texte.

Le montant de la redevance est revalorisé, chaque année, en appliquant la moyenne des quatre dernières valeurs trimestrielles de l'index général relatif aux travaux publics, avec un arrondi à l'euro le plus proche.

IMPORTANT : La série des index TP01 a évolué. La référence (100 en janvier 1975) , utilisée jusqu'à ce jour, a été arrêtée le 16 décembre 2014 et une « base 2010 » a pris le relais. Les calculs effectués à partir des nouveaux indices, selon la méthodologie proposée par l'INSEE sur son site internet, conduisent à une baisse des montants plafonds des redevances.

L'indice de révision 2026 est de 1.63715

La redevance est donc pour l'année 2026 de :

- *49.11 € du kilomètre pour les fourreaux de câbles souterrains*

Considérant que la société COMPLETEL occupait au 31 décembre 2025 (source permission de voirie du 1er/7/17 / délibération 2017/5/9 de la commune de Gond-Pontouvre) :

- *600 mètres en souterrain*

La redevance 2026 s'élève à 29.47 € (Compte 70323) : 49.11x 0.6.

La commission des Finances du 17 septembre 2026 est favorable au montant de la RODP Completel 2026 pour un montant de **29.47 €.**

Le conseil municipal après en avoir délibéré à l'unanimité

- **APPROUVE** la redevance d'occupation du domaine public 2026_Completel

POUR EXTRAIT CONFORME

GOND-PONTOUVRE, le 29 septembre 2026

Maryline VINET

Maire de Gond-Pontouvre

Certifié exécutoire par le Maire ~~Président~~
Compte tenu de la réception à la
PRÉFECTURE le : 30/9/26
et de la PUBLICATION le : 2/10/26
NOTIFICATION
Le Maire,
~~Le Président,~~

AR Prefecture
016-211601547-20260929-2026813-DE
Reçu le 30/09/2026

République Française

MAIRIE

de

GOND-PONTOUVRE

Charente

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 SEPTEMBRE 2026

L'an deux mil vingt-six, le 29 septembre, à 18 h 00, le Conseil Municipal de la Commune, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Madame Maryline VINET, Maire.

Nombre de conseillers en exercice : 29

Présents : Mme VINET - M. GOMEZ - Mme BONNEAU (à partir de la délibération 202685) - M. ALIX - Mme RIOU – M. BLANCHARDIE – Mme MENARD – M. SORIA – Mme BRUNET –Mme LAMOUREUX – M. MARCINKIEWICZ – Mme SOUAGNON – M. BREJOU – Mme PICHON – M. GIACOMAZZO – Mme LUCAS – M. LOPEZ – Mme PERROCHEAU – M. MORTEAU – Mme ERZ K – M. PIERRE Xavier– Mme LAFFAS – M. BONTEMPS – Mme FAUCON– M. ROBIN– M. KITSOUKOU – Mme DIEU

Excusés : M. REMY – Mme BONNEAU (jusqu'à la délibération 202684) - M. BEURCQ

Pouvoirs : M. REMY à Mme MENARD – Mme BONNEAU à Mme BRUNET –

M. BEURCQ à Mme LAFFAS –

Monsieur Blanchardie Olivier a été élu secrétaire

N°2026/8/13

Redevance d'occupation du domaine public 2026_Orange

Monsieur BLANCHARDIE rapporteur explique :

Suite au décret du 27 décembre 2005 relatif aux redevances et droits de passage sur le domaine public qui fixe les modalités d'occupation du domaine public communal par les opérateurs de communications électroniques, il y a lieu de fixer pour l'année 2024 la redevance relative à ORANGE.

Pour le domaine routier communal, les montants de redevance tiennent compte de la durée de l'occupation, de la valeur locative de l'emplacement occupé et des avantages matériels, juridiques et opérationnels qu'en tire le permissionnaire tout en ne devant pas excéder ceux indiqués dans le

AR Prefecture
016-211601547-20260929-2026813-DE
Reçu le 30/09/2026

texte. Les installations radioélectriques (pylône, antenne de téléphonie mobile..) sont exclues du champ d'application de ce texte.

Le montant de la redevance est revalorisé, chaque année, en appliquant la moyenne des quatre dernières valeurs trimestrielles de l'index général relatif aux travaux publics, avec un arrondi à l'euro le plus proche.

IMPORTANT : La série des index TP01 a évolué. La référence (100 en janvier 1975) , utilisée jusqu'à ce jour, a été arrêtée le 16 décembre 2014 et une « base 2010 » a pris le relais. Les calculs effectués à partir des nouveaux indices, selon la méthodologie proposée par l'INSEE sur son site internet, conduisent à une baisse des montants plafonds des redevances.

L'indice de révision 2026 est de 1.63715

La redevance est donc pour l'année 2026 de :

- *49.11 € du kilomètre pour les fourreaux de câbles souterrains*
- *65.49 € du kilomètre aérien*
- *32.74 € du m² d'emprise au sol.*

Considérant que ORANGE occupait au 31 décembre 2025 (source Orange) :

- *178.691 kms en souterrain*
- *11.609 kms en aérien*
- *14.12 M2 d'emprise au sol*

La redevance 2026 s'élève à 9 998 € (Compte 70323).

Pour mémoire, le montant 2025 s'élevait à 9 904 €.

La commission des Finances du 17 septembre 2026 est favorable au montant de RODP Orange 2026 pour un montant de **9 998 €.**

Le conseil municipal après en avoir délibéré à l'unanimité

- **APPROUVE** la redevance d'occupation du domaine public 2026_Orange

Certifie exécutoire par le Maire ~~Président~~

Compte tenu de la réception à la PRÉFECTURE le : 30/9/26

et de la PUBLICATION NOTIFICATION le : 2/10/26

Le Maire, M. VINET

Le ~~Président~~,

POUR EXTRAIT CONFORME

GOND-PONTOUVRE, le 29 septembre 2026

Maryline VINET

Maire de Gond-Pontouvre

ORANGE
Situation des installations au 31.12.2025
Sur la commune de Gond-Pontouvre (16160)

REDEVANCE A PAYER EN 2026

Artères de télécommunication

a) En sous-sol :178.691 km d'artère x 49.11 euros du km = 8 775.51 €

b) Artères aériennes : 11.609 km d'artère x 65.49 euros du km = 760.27 €

TOTAL **9 535.78 euros**

Emprise au sol

a) Armoire

14.12 m2 x 32.74 € = **462.29 euros**

T O T A L Redevances
Artères et emprises au sol

ARRONDI A ⟶

9 998.07 Euros

9 998 euros

Fait à GOND-PONTOUVRE, le

Maryline VINET,

Le Maire de Gond-Pontouvre

AR Prefecture
016-211601547-20260929-2026814-DE
Reçu le 30/09/2026

République Française

MAIRIE

de

GOND-PONTOUVRE

Charente

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 SEPTEMBRE 2026

L'an deux mil vingt-six, le 29 septembre, à 18 h 00, le Conseil Municipal de la Commune, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Madame Maryline VINET, Maire.

Nombre de conseillers en exercice : 29

Présents : Mme VINET - M. GOMEZ - Mme BONNEAU - M. ALIX - Mme RIOU – M. BLANCHARDIE – Mme MENARD – M. SORIA – Mme BRUNET –Mme LAMOUREUX – M. MARCINKIEWICZ – Mme SOUAGNON – M. BREJOU – Mme PICHON – M. GIACOMAZZO – Mme LUCAS – M. LOPEZ – Mme PERROCHEAU – M. MORTEAU – Mme ERZ K – M. PIERRE Xavier– Mme LAFFAS – M. BONTEMPS – Mme FAUCON– M. ROBIN– M. KITSOUKOU – Mme DIEU

Excusé : M. REMY

Pouvoirs : M. REMY à Mme MENARD – Mme BONNEAU à Mme BRUNET –

M. BEURCQ à Mme LAFFAS

Monsieur Blanchardie Olivier a été élu secrétaire

N°2026/8/14

Autorisation de vente d'un véhicule de la commune

Monsieur BLANCHARDIE rapporteur explique :

Dans le cadre de la modernisation des services, il est nécessaire que la commune se défasse de matériels et d'outils obsolètes ou dont le cout de réparation est trop élevé.

Pour garantir l'égalité de traitement et la transparence lors de cession de matériel, la commune utilise la plateforme « Agorastore » qui garantit la publicité et organise les enchères.

AR Prefecture
016-211601547-20260929-2026814-DE
Reçu le 30/9/26

Par la délibération 2026/4/17 du 21 avril 2026, le conseil avait autorisé la vente du camion nacelle de la commune à la société SC AGROCHIMICAL pour un montant de 12 700€. La société n'ayant pas payé la somme dans les temps impartis, la vente a été annulé.

Ainsi, la commune a ainsi mis en vente, à nouveau, un camion nacelle de marque IVECO modèle EUROCARGO 100 E 17 dont l'année de mise en circulation est 2003 et immatriculé 3334TV16.

La société S.C. AGROCHIMICAL - FOREST S.R.L. N° Siren : 17119481, dont l'adresse est 137, STRADA VICTORIEI, .207220 CHIASU en Roumanie, a remporté les enchères pour un montant de 14 200€ au vendeur. Le prix de départ était de 3500€.

Le montant de la vente étant supérieur à 4600€, Le conseil municipal doit autoriser Madame le maire à procéder à la cession de ce bien mobilier.

Le conseil municipal après en avoir délibéré à l'unanimité

- **AUTORISE** la vente d'un véhicule des services techniques

POUR EXTRAIT CONFORME

GOND-PONTOUVRE, le 29 septembre 2026

Maryline VINET

Maire de Gond-Pontouvre

Certifie exécutoire par le Maire ~~Président~~

Compte tenu de la réception à la

PRÉFECTURE le : 30/9/26

et de la PUBLICATION / NOTIFICATION le : 2/10/26

Le Maire, M. VINET

~~Le Président~~,

AR Prefecture

016-211601547-20260929-2026815-DE
Reçu le 30/09/2026

République Française

MAIRIE

de

GOND-PONTOUVRE

Charente

EXTRAIT DU REGISTRE *DES DELIBERATIONS*

DU CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 SEPTEMBRE 2026

L'an deux mil vingt-six, le 29 septembre, à 18 h 00, le Conseil Municipal de la Commune, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Madame Maryline VINET, Maire.

Nombre de conseillers en exercice : 29

Présents : Mme VINET - M. GOMEZ - Mme BONNEAU - M. ALIX - Mme RIOU – M. BLANCHARDIE – Mme MENARD – M. SORIA – Mme BRUNET –Mme LAMOUREUX – M. MARCINKIEWICZ – Mme SOUAGNON – M. BREJOU – Mme PICHON – M. GIACOMAZZO – Mme LUCAS – M. LOPEZ – Mme PERROCHEAU – M. MORTEAU – Mme ERZ K – M. PIERRE Xavier– Mme LAFFAS – M. BONTEMPS – Mme FAUCON– M. ROBIN– M. KITSOUKOU – Mme DIEU

Excusé : M. REMY

Pouvoirs : M. REMY à Mme MENARD – Mme BONNEAU à Mme BRUNET –

M. BEURCQ à Mme LAFFAS

Monsieur Blanchardie Olivier a été élu secrétaire

N°2026/8/15

Modification des Elections de deux délégués au conseil d'école

Madame le Maire rapporteur explique :

La représentation de la Municipalité dans les conseils d'écoles est assurée par :

- le Maire ou son représentant
- un délégué du Conseil Municipal.

AR Prefecture
016-211601547-20260929-2026815-DE
Reçu le 30/09/2026

Lors de la séance du 21 avril 2026, Madame LAMOUREUX et Madame PERROCHEAU ont été élues pour représenter la commune dans les conseils d'écoles, respectivement à l'école du Treuil et à l'école du Pontouvre.

Pour des raisons familiales, il est nécessaire d'intervertir les conseils d'écoles dans lesquels Mesdames LAMOUREUX et PERROCHEAU vont représenter la commune.

Ainsi il est proposé que :

- Madame LAMOUREUX soit déléguée pour l'école du Pontouvre
- Madame PERROCHEAU soit déléguée pour l'école Olympe de Gouges

Le conseil municipal après en avoir délibéré à l'unanimité

- **APPROUVE**

La désignation de Madame **LAMOUREUX** en qualité de déléguée auprès de l'école du **Pontouvre**

La désignation de Madame **PERROCHEAU** en qualité de déléguée auprès de l'école **Olympe de Gouges.**

POUR EXTRAIT CONFORME

GOND-PONTOUVRE, le 29 septembre 2026

Maryline VINET

Maire de Gond-Pontouvre

Certifié exécutoire par le Maire ~~Président~~

Compte tenu de la réception à la

PRÉFECTURE le : 30/09/26

et de la PUBLICATION le : 2/10/26
NOTIFICATION

Le Maire, M. VINET
Le ~~Président~~,

SPL GAMA

RAPPORT ANNUEL

DES REPRESENTANTS DES ACTIONNAIRES AUX ORGANES DELIBERANTS DE LEUR COLLECTIVITE

ANNEE 2025

Avril 2026

Table des matières

1. VIE DE LA SOCIETE 3
   1.1. *Préambule* 3
   1.2. *Evolution des statuts* 3
   1.3. *Actionnariat* 3
   1.4. *Gouvernance* 5
   1.5. *Personnel de la société* 6
   1.6. *Organisation* 7
2. PRESENTATION DES COMPTES DE L'EXERCICE 2025 8
3. ACTIVITE OPERATIONNELLE 2025 10
   3.1. *Synthèse de l'activité* 10
   3.2. *Activité opérationnelle en mandat* 12
   3.3. *Activité opérationnelle en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage* 18
   3.4. *Activité opérationnelle en concession* 21
   3.5. *Activité opérationnelle en maîtrise d'œuvre* 24
4. DEVELOPPEMENT 32
   4.1. *Le développement du nombre d'actionnaires* 32
   4.2. *Le développement des mandats* 32
   4.3. *L'intervention dans le développement durable* 33
5. EVOLUTION PREVISIONNELLE DE LA SITUATION DE LA SOCIETE ET PERSPECTIVES D'AVENIR 35

1. VIE DE LA SOCIETE

1.1. PREAMBULE

Afin d'assurer la gestion technique, financière, administrative et juridique des futurs projets de mobilité et d'aménagements qu'elle avait à porter, et à commencer par celui visant à la création de 2 lignes de BHNS sur son territoire, et à en assurer la gouvernance, **la communauté d'agglomération de GrandAngoulême a décidé, en 2013, avec la ville d'Angoulême et 5 autres collectivités, la création d'un outil opérationnel dédié et adapté** à la mise en œuvre de ces opérations : une Société Publique Locale d'Aménagement (SPLA) dénommée « Grand Angoulême Mobilité Aménagement » (GAMA).

En effet, les Sociétés Publiques Locales (SPL) et les Sociétés Publiques Locales d'Aménagement (SPLA) sont des sociétés anonymes de droit privé, mais dont le capital est entièrement détenu par au moins deux (7 dans le cas des SPLA) collectivités locales (ou leurs groupements), et qui exercent sur cette société un contrôle analogue à celui qu'elles exercent sur leurs propres services.

Depuis lors, la société s'est vu confier de plus en plus d'opérations, dans un premier temps par ses actionnaires fondateurs, puis, à partir de 2017, également par de nouveaux actionnaires rentrant régulièrement à son capital. De même, et assez rapidement après sa création, des missions de maîtrise d'œuvre en VRD, sont venues s'ajouter aux missions d'assistance à la maîtrise d'ouvrage et de mandat. **La maîtrise d'ouvrage publique et la maîtrise d'œuvre en VRD restent encore, à ce jour, les 2 domaines d'activités de la société, et dans une proportion à peu près égale en fonction des années.**

1.2. EVOLUTION DES STATUTS

Une première modification est intervenue en 2017, transformant le statut de Société Publique Locale d'Aménagement (SPLA), en Société Publique Locale (SPL), régie par l'article L. 1531-1 du code général des collectivités territoriales. Contrairement à une SPLA, dont le champ d'action est limité aux activités d'aménagements, une SPL peut intervenir plus largement, et en particulier dans la réalisation d'opérations de constructions. Cette modification des statuts a été prise par une résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 15/03/2017, et a été effective en suivant.

Une deuxième modification des statuts est intervenue en 2019, et a visé à permettre à la SPL GAMA d'ouvrir son capital (jusque-là réservé aux seules collectivités du territoire de GrandAngoulême) à l'ensemble des collectivités locales, et en particulier à celles du département de la Charente. Cette deuxième modification a été prise par une résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 15/10/2019, et a été effective en suivant.

Une troisième modification des statuts est intervenue en 2024, et a visé à adapter les statuts aux évolutions réglementaires, ainsi qu'à la simplification de certaines dispositions qui ne pouvaient plus être efficacement mises en œuvre ou étaient devenues caduques avec l'accroissement du nombre d'actionnaires et du nombre de projets. Cette troisième modification a été prise par une résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 4/06/2024, et a été effective en suivant.

1.3. ACTIONNARIAT

La société a été créée par 7 actionnaires (GrandAngoulême, Angoulême, Soyaux, La Couronne, Gond-Pontouvre, Ruelle Sur Touvre et L'Isle d'Espagnac). 24 autres actionnaires sont entrés au capital depuis, portant le nombre à 31 au 31/12/2025.

Il est à noter que les entrées au capital ont toujours procédé d'une cession, de la part de GrandAngoulême, de ses actions à l'actionnaire entrant. Il s'agit toutefois d'une règle d'usage qui n'est imposée, ni par les statuts, ni par le règlement intérieur.

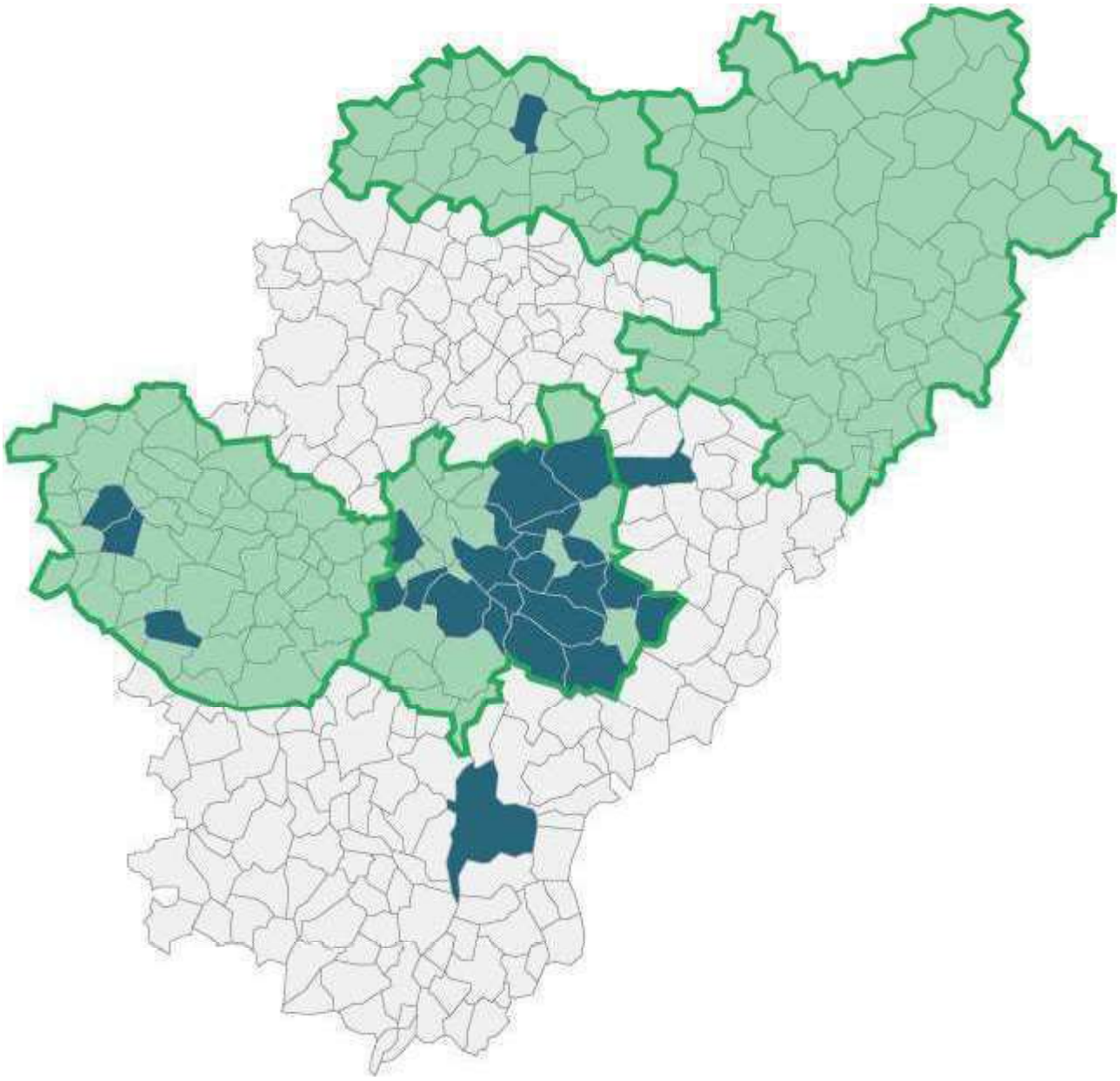
Il est à noter également qu'aucune nouvelle collectivité n'est entrée au capital en 2025.

Au 31 décembre 2025, la liste des 31 actionnaires est la suivante :

Actionnaire	Nombre d'actions	Montant du capital détenu	% du capital	Entrée au capital
GrandAngoulême	850	850 000 €	85,0%	01/10/2013
Grand Cognac	28	28 000 €	2,8%	12/01/2021
Angoulême	25	25 000 €	2,5%	01/10/2013
Soyaux	20	20 000 €	2,0%	01/10/2013
La Couronne	15	15 000 €	1,5%	01/10/2013
Gond-Pontouvre	10	10 000 €	1,0%	01/10/2013
Ruelle Sur Touvre	10	10 000 €	1,0%	01/10/2013
L'Isle d'Espagnac	10	10 000 €	1,0%	01/10/2013
C.C. Charente Limousine	5	5 000 €	0,5%	10/04/2020
Cognac	5	5 000 €	0,5%	13/06/2023
C.C. Val de Charente	2	2 000 €	0,2%	02/05/2024
Saint-Saturnin	1	1 000 €	0,1%	06/03/2017
SIVU - EHPAD	1	1 000 €	0,1%	20/06/2017
Puymoyen	1	1 000 €	0,1%	16/08/2017
Touvre	1	1 000 €	0,1%	07/12/2017
Bouex	1	1 000 €	0,1%	25/07/2018
Nersac	1	1 000 €	0,1%	28/02/2019
Dirac	1	1 000 €	0,1%	29/10/2019
Voeuil et Giget	1	1 000 €	0,1%	29/10/2019
Brie	1	1 000 €	0,1%	26/07/2021
Champniers	1	1 000 €	0,1%	26/07/2021
Sireuil	1	1 000 €	0,1%	26/07/2021
Torsac	1	1 000 €	0,1%	26/07/2021
Dignac	1	1 000 €	0,1%	24/05/2022
Juillac-Le-Coq	1	1 000 €	0,1%	26/10/2022
Vouzan	1	1 000 €	0,1%	26/10/2022
Châteaubernard	1	1 000 €	0,1%	13/06/2023
La Rochefoucauld	1	1 000 €	0,1%	13/12/2023
Montmoreau	1	1 000 €	0,1%	13/12/2023
Ruffec	1	1 000 €	0,1%	02/05/2024
Garat	1	1 000 €	0,1%	14/11/2024
TOTAL	1 000	1 000 000 €	100%	

Il n'y a pas eu de modification du capital social depuis l'origine, et celui-ci reste établi au montant de 1 000 000 € (1 000 actions de 1 000 € chacune) ; capital qui a été entièrement libéré.

Au 31 décembre 2025, la répartition géographique des actionnaires est la suivante :



1.4. GOUVERNANCE

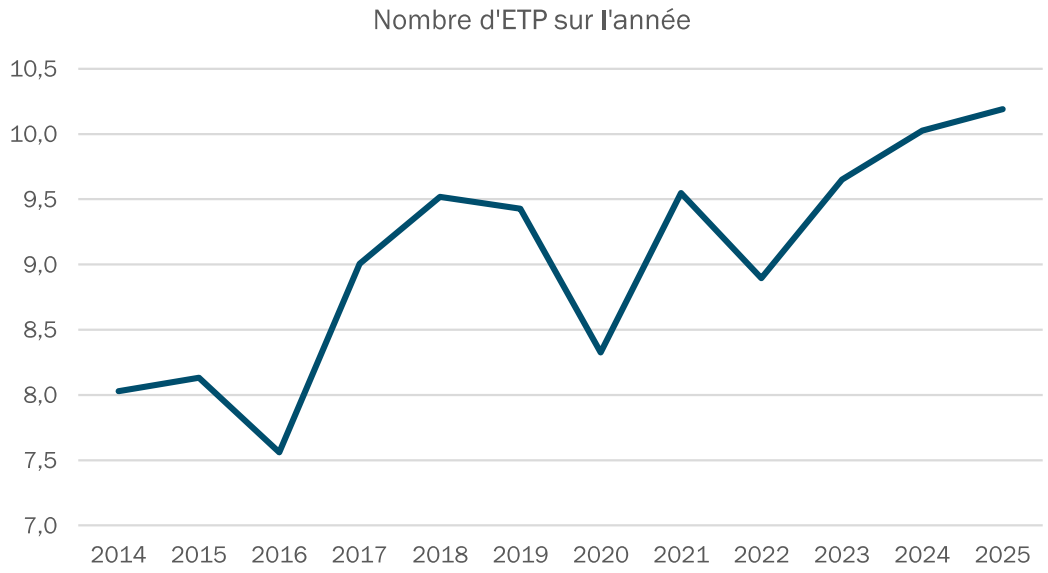
Les élus, représentant leur collectivité actionnaire respective, sont réunis au sein de 3 instances distinctes :

- Au sein du **Conseil d'Administration**, les actionnaires sont représentés par 18 administrateurs, suivant une règle de répartition proportionnelle au capital détenu : 15 administrateurs représentent l'actionnaire majoritaire GrandAngoulême, 1 administrateur représente l'actionnaire Grand Cognac, et 2 administrateurs représentent les 29 actionnaires dits « minoritaires ».
- Ces 29 actionnaires sont eux-mêmes réunis en **Assemblée Spéciale** ; chacun disposant d'un représentant.
- Enfin, **l'Assemblée Générale**, réunie l'ensemble des 31 actionnaires, qui disposent chacun d'un représentant.

1.5. PERSONNEL DE LA SOCIETE

Au 31/12/2025, **l'effectif de la société se compose de 10 salariés** (5 femmes et 5 hommes), tous en CDI, dont 6 cadres et 4 ETAM.

En 2025, le nombre d'équivalents temps plein sur l'année a été de 10,2 (contre 10,0 en 2024), soit le chiffre le plus élevé depuis la création de la société.



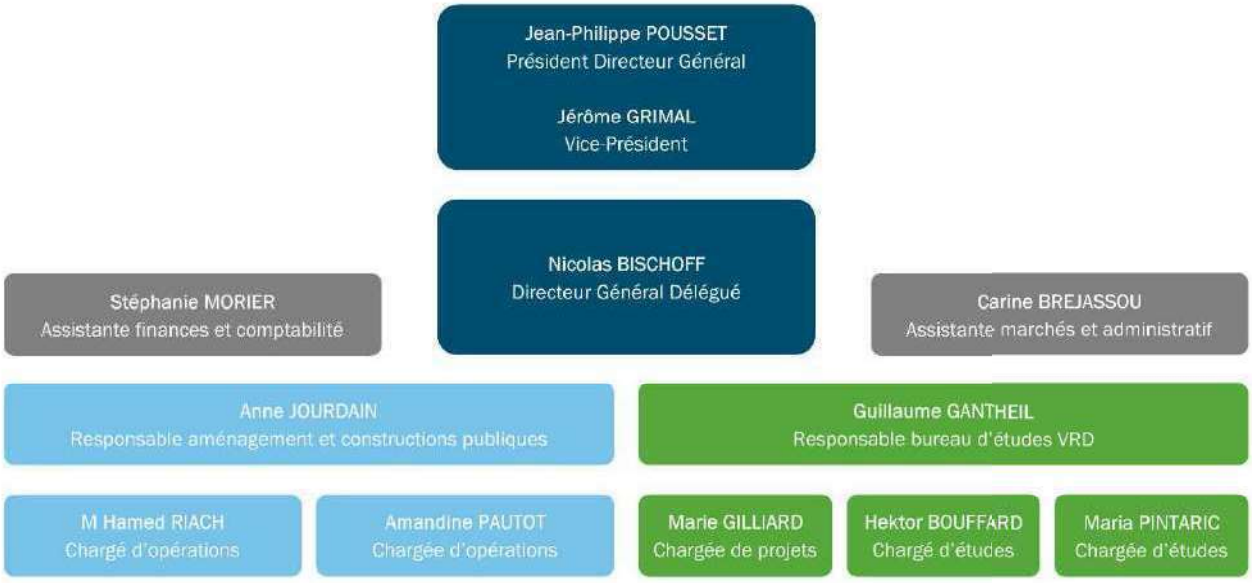
Il a noter, au cours de l'année 2025 :

- Le départ, en février 2025, d'une chargée d'opérations au sein du pôle maîtrise d'ouvrage (Nora SCHMITT). Il a été décidé de ne pas la remplacer immédiatement, dans la perspective de la baisse d'activités en maîtrise d'ouvrage qui s'annonçait en raison des élections à venir.
- Le départ, également en février 2025, de l'assistance administrative et marchés (Sophie ROUVERY), qui a été remplacée sans délais par un recrutement en CDI (Carine BREJASSOU).
- Le recrutement en CDI, en janvier 2025, d'une chargée de projets au sein du pôle maîtrise d'œuvre VRD (Marie GILLIARD). Le profil a volontairement été orientée vers un profil d'architecte / paysagiste avec une première expérience, permettant de renforcer le pôle, d'accroitre son niveau d'expertise et de compétences, et de pouvoir limiter le recours aux cabinets de paysagiste extérieurs en sous-traitance.

1.6. ORGANISATION

Depuis 2022, la société est structurée, autour de ses 2 pôles d'activités : la maîtrise d'ouvrage d'une part, et la maîtrise d'œuvre VRD d'autre part.

Au 1er mars 2026, l'organigramme était le suivant :



2. PRESENTATION DES COMPTES DE L'EXERCICE 2025

Cette partie du rapport de gestion présente les résultats les plus significatifs, dans les domaines comptables et financiers.

SYNTHESE DE LA PARTIE FONCTIONNEMENT UNIQUEMENT

Postes	Réalisé 2025	*p.m. Budget 2025*	Réalisé 2024
Produits d'exploitation			
Rémunérations sur concessions	9 020 €	*9 020 €*	9 020 €
Rémunérations sur mandats	366 641 €	*358 548 €*	9 020 €
Rémunérations sur AMO	91 161 €	*74 823 €*	510 196 €
Rémunérations sur MOe	446 283 €	*450 399 €*	351 441 €
Rémunérations à trouver		*60 000 €*	
Total chiffre d'affaire net	***913 105 €***	***952 790 €***	***879 677 €***
Autres produits et reprises de provisions	771 €	*0 €*	2 916 €
Total produits d'exploitation	**913 876 €**	***952 790 €***	**882 593 €**
Charges d'exploitation			
Achats et charges externes	140 050 €	*153 932 €*	121 900 €
Sous traitance générale (sur missions)	71 524 €	*72 869 €*	46 154 €
Impôts, taxes et assimilés	11 564 €	*24 820 €*	15 489 €
Salaires et traitements	495 805 €	*494 678 €*	497 223 €
Charges sociales	188 302 €	*186 682 €*	182 663 €
Dotations aux amortissements	7 433 €	*8 000 €*	13 186 €
Autres charges	9 162 €	*3 000 €*	1 301 €
Total charges d'exploitation	**923 840 €**	***943 981 €***	**877 916 €**
Résultat d'exploitation	**-9 964 €**	***8 808 €***	**4 677 €**
Résultat financier	52 363 €	*0 €*	2 764 €
Résultat courant avant impôts	**42 398 €**	***8 808 €***	**7 441 €**
Produits exceptionnels	0 €	*0 €*	0 €
Charges exceptionnelles	0 €	*0 €*	3 906 €
Résultat avant impôts	**42 398 €**	***8 808 €***	**3 535 €**

Les produits d'exploitation

L'activité opérationnelle 2025 est en hausse par rapport à l'activité 2024, et s'établitt à 913 105 € (+ 3,8 %). Ceci s'explique par une demande soutenue de prestations à laquelle les effectifs, stables depuis plusieurs années, ont pu répondre et assoir ainsi l'activité de la société. Il est à noter que depuis 2021, l'activité opérationnelle a augmenté de plus de 143 639 € (+ 18,7 %).

Les achats et fournitures hors sous-traitance

Ce poste est en forte augmentation à 140 050 € (+ 14,9 %). Ceci est toutefois à relativiser, car cela fait suite à 2 années de baisses consécutives, le niveau de 2025 revenant pratiquement au même niveau qu'en 2022. Dans le détail, l'année 2025 a été marquée par 2 dépenses ponctuelles : le déménagement (déménageur en lui-même, mais aussi quelques mobiliers et équipement de réseau informatique), ainsi que le remboursements des frais bancaires sur l'ensemble des mandats. D'autres dépenses structurelles viennent également impacter ce poste : la forte augmentation des primes d'assurance, ainsi que le coût des nouveaux loyers, même si, pour ces derniers, l'impact sur 2025 n'est que d'un trimestre.

Il est à noter que, pour autant, ce poste reste relativement faible pour une société de prestation de service, et ne représente que 15,1 % des dépenses.

La sous-traitance

Ce poste représente les sous-traitances que nous engageons pour la réalisation de certaines missions qui nous sont confiées (topographes, urbanistes, paysagistes, bureaux d'études hydrauliques…). Il est donc directement dépendant des missions confiées et réalisées sur l'année. En 2025, ce poste s'établit à 71 564 €, ce qui est un montant relativement important et lié à plusieurs sous-traitances importantes, notamment pour des conceptions de passerelles, de murs de soutènement, etc…

Les salaires et charges

Ce poste est stable (la différence de + 0,6 % avec 2024 est liée au calcul des provisions pour congés payés).

En effet, il n'y a pas eu d'augmentation salariale notable en 2025.

Il est à noter que ce poste représente 74 % des dépenses de la société (et même 80 % en excluant la sous-traitance).

Les autres charges d'exploitation

Ce poste est en augmentation d'environ 2 k€, et s'établit à 16 595 €.

Conclusion

L'activité s'est maintenue à un niveau élevé en 2025, dépassant les 900 k€ pour la première fois dans l'histoire de la société.

Corrigé de la sous-traitance sur opérations, les salaires représentent 80 % des prix de la société. Les frais généraux (loyers, matériel, assurances, informatique, licences, fournitures, véhicules, déplacements, taxes, etc…) représentent ainsi 20 % des prix de la société, ce qui est un niveau relativement faible pour une société de prestation de service.

3. ACTIVITE OPERATIONNELLE 2025

3.1. SYNTHESE DE L'ACTIVITE

La répartition de l'activité par collectivité en 2025, ne présente pas d'évolutions structurelles majeures par rapport aux années précédentes.

Collectivité	Activité 2025		Activité 2024	
	En Euros	En % du total	En Euros	En % du total
GrandAngoulême	404 285 €	46,0%	408 044 €	46,4%
Grand Cognac	117 649 €	13,4%	74 331 €	8,4%
Ruffec	81 576 €	9,3%	5 978 €	0,7%
Angoulême	56 711 €	6,4%	101 719 €	11,6%
Saint Saturnin	28 370 €	3,2%	21 509 €	2,4%
Ruelle Sur Touvre	27 461 €	3,1%	29 999 €	3,4%
Charente Limousine	24 150 €	2,7%	40 865 €	4,6%
Gond-Pontouvre	23 131 €	2,6%	43 353 €	4,9%
Brie	20 017 €	2,3%	3 500 €	0,4%
Dignac	19 050 €	2,2%	13 440 €	1,5%
Garat	19 040 €	2,2%	2 880 €	0,3%
Juillac Le Coq	17 852 €	2,0%	8 781 €	1,0%
Montmoreau	17 688 €	2,0%	19 872 €	2,3%
Touvre	14 789 €	1,7%	9 331 €	1,1%
Dirac	10 435 €	1,2%	4 855 €	0,6%
La Rochefoucauld	9 256 €	1,1%	11 056 €	1,3%
Val de Charente	7 856 €	0,9%	19 800 €	2,3%
Sireuil	6 000 €	0,7%	2 440 €	0,3%
Champniers	3 231 €	0,4%	10 720 €	1,2%
Bouex	2 745 €	0,3%	4 904 €	0,6%
Cognac	1 813 €	0,2%	34 268 €	3,9%
Autres	0 €	0,0%	5 461 €	0,6%
TOTAL	913 105 €	104%	879 676 €	100%

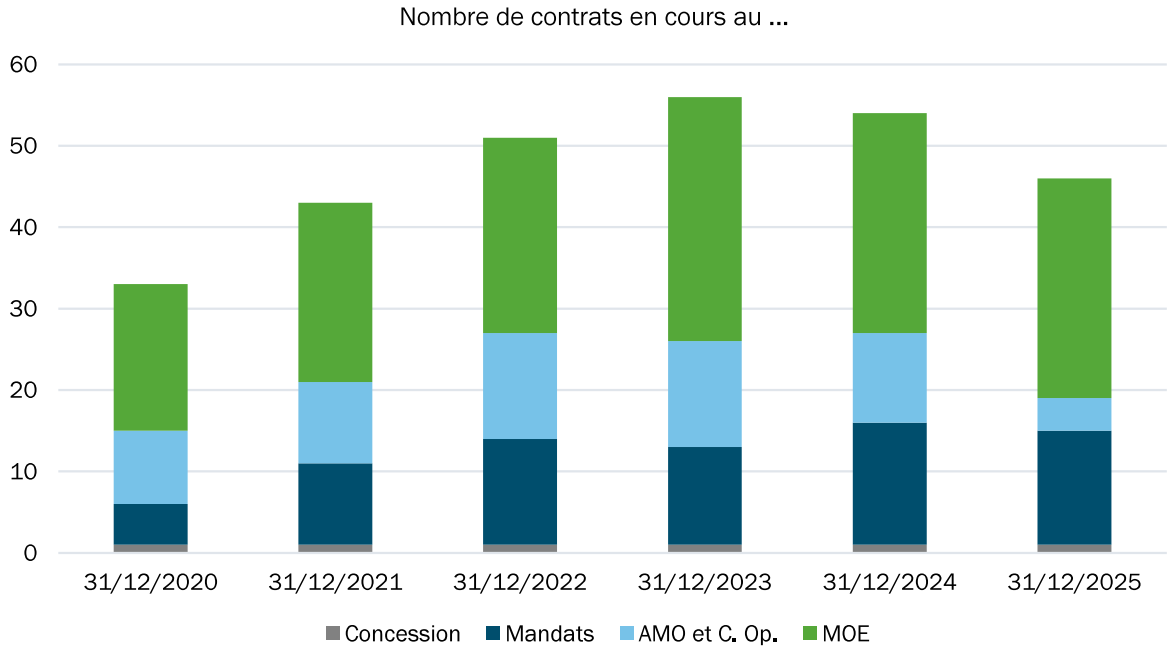
GrandAngoulême reste, de loin, la collectivité qui apporte le plus gros volume d'activités. Toutefois, il a souligner que cette proportion diminue progressivement : elle représentait 60,6 % en 2021, 57,6 % en 2022, 48,6 % en 2023, 46,4 % en 2024 et représente 46,0 % en 2025.

Le niveau d'activité entre les autres collectivités fluctue suivant les années et en fonction des projets. Il reste très réparti sur de nombreux clients : **21 des 31 collectivités actionnaires ont ainsi apporté une activité à GAMA en 2025** (contre 23 en 2024, 18 en 2023 et 16 en 2022).

Au 31/12/2025, 46 contrats étaient en cours (contre 54 au 31/12/2024).

Ces contrats, se répartissent entre :

- 14 mandats (contre 15 au 31/12/2024).
- 4 AMO et conduites d'opérations (contre 11 au 31/12/2024).
- 27 maîtrises d'œuvre (identique au 31/12/2024).
- 1 concession (identique au 31/12/2024).



Au cours de l'année 2025, 15 nouveaux contrats ont été signés (contre 20 en 2024, 24 en 2023 et 19 en 2022), et 23 contrats ont été achevés (contre 22 en 2024, 19 en 2023 et 11 en 2022).

Ce sont ainsi **69 opérations qui ont été suivies en 2025** (contre 76 en 2024, 75 en 2023 et 61 en 2022).

Le volume représenté par les nouveaux contrats signés en 2025 est de 550 159 € (moyenne d'environ 36 677 € par nouveau contrat, contre 35 700 € par nouveau contrat en 2024).

Si, en termes d'activité, l'année 2025 se situe à un niveau historiquement élevé, nous pouvons constater que le nombre de nouvelles missions a été bien inférieur au nombre d'opérations achevées dans l'année. Ces chiffres et cette situation traduisent la réalité des échéances municipales : peu de nouveaux projets ont été engagés en 2025 (1 seul mandat signé dans l'année), et encore moins d'études de faisabilité ou de programmation ont été initiées (comme en témoigne l'effondrement du nombre de prestations d'AMO). L'activité de maîtrise d'œuvre est moins impactée, dans la mesure où plusieurs gros dossiers s'étendent au-delà des échéances.

3.2. ACTIVITE OPERATIONNELLE EN MANDAT

- **GRANDANGOULEME / BHNS (« PHASE 1 »)**

Ce mandat, « historique » pour la SPL, et notifié le 13 novembre 2013, a pour objet l'étude et la réalisation des aménagements liés à la création des 2 lignes de BHNS de l'agglomération, ainsi que des systèmes (exploitation, information voyageurs et billettique) correspondant. Initialement prévue en une seule phase, l'opération a fait l'objet, en 2019, d'un découpage en une « phase 1 » et une « phase 2 » regroupant les aménagements du centre-ville d'Angoulême, et les aménagements d'extrémités de lignes. Par les avenants N°5 et N°6 au contrat de mandat (signés respectivement le 18 février 2020 et le 26 juillet 2021), les études et la réalisation de la phase 2 ont été retirés de ce mandat historique (cette seconde phase étant alors traitée suivant des montages opérationnels distincts) à l'exception de quelques études préparatoires (essentiellement des diagnostics).

La première phase du BHNS, correspondant ainsi au mandat actuel, a été livrée en septembre 2019. Les années 2020 et 2021 ont essentiellement consisté à parachever les travaux et à suivre des travaux d'adaptations, à assurer la levée des réserves, à suivre les garanties de parfait achèvement et à commencer à solder les différents marchés. L'année 2022 a consisté à assurer le confortement des espaces verts et à achever le solde de l'ensemble des différents marchés de travaux. En parallèle, GrandAngoulême a souhaité que GAMA poursuive la gestion administrative et financière des différents marchés de prestations de services (maîtrise d'œuvre, assistant à maître d'ouvrage) et de fournitures (systèmes d'information et billettique), au-delà de l'échéance prévue initialement. Ces gestions se sont poursuivies sur 2024.

L'année 2025 a été consacrée à établir le quitus de l'opération, sur lequel il reste un arrêté des comptes de la maîtrise d'œuvre à finaliser.

L'année 2026 sera consacrée à finaliser cet arrêté de comptes et à conclure le quitus de l'opération.

Le coût d'opération de ce mandat s'établit à 50 600 064,65 € HT, hors révisions et hors honoraires de GAMA, auxquels s'ajoutent 100 000 € HT au titre de la préparation de la seconde phase.

- **GRANDANGOULEME / FRANQUIN ET RESTE DE LA PHASE 2.2 DU BHNS**

Ce mandat, notifié le 25 mai 2022, porte sur l'étude et la réalisation des aménagements BHNS du centre-ville d'Angoulême (station « Banque de France », carrefour de l'Hôtel de Ville, station et abords « Champ de Mars », station et abords « Franquin », et station « Gambetta »).

L'année 2022 a été essentiellement consacrée à la mise au point des programmes, à l'établissement des premiers calendriers et notes de synthèses, à l'accompagnement de la collectivité pour la prise de décision sur la station « Jardin Vert » et à la définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles les ouvrages seront étudiés et réalisés.

L'année 2023 a été essentiellement consacrée à la contractualisation des différents marchés de prestations intellectuelles (maîtrise d'œuvre, assistant à maîtrise d'ouvrage, etc.), au suivi des études d'esquisses (sur tous les secteurs) et d'avant-projets (sur les secteurs « station Banque de France », « carrefour de l'Hôtel de Ville » et « station et abords Champ de Mars »), à l'établissement de permis d'aménager (sur les secteurs « station Banque de France », et « carrefour de l'Hôtel de Ville »), à la définition des conditions et modalités de la concertation, à la définition des travaux concessionnaires, ainsi qu'au suivi des études de circulations afférentes à ces projets. Ces différentes missions ont également fait l'objet de nombreux échanges avec les différents services de l'Etat (archéologie, services du patrimoine de l'UDAP, services de la DREAL…), ainsi qu'avec les services et élus des collectivités. Au cours du second semestre, s'est également ajouté une réflexion sur la station des Halles, et l'aménagement de l'avenue du Général de Gaulle et de la rue des Halles correspondant.

L'année 2024 a été consacrée à la poursuite des études sur tous les secteurs, ainsi qu'au dépôt des permis d'aménager sur les secteurs « station Banque de France », « carrefour de l'Hôtel de Ville », et « station et abords Champ de Mars »). L'année a également été marquée par l'engagement des concertations et relations riverains, en fonction des secteurs. Enfin, et non des moindres, les consultations des travaux ont été menées pour les secteurs « station Banque de France », « carrefour de l'Hôtel de Ville » et « station et abords Champ de Mars ». Il a également été menées les fouilles archéologiques sur le secteur « station Banque de France » et les travaux concessionnaires et aménagement du secteurs « station Banque de France » ont été réalisés, à l'exception des enrobés (couche de roulement) et du mobilier. Les voies ont toutefois été réouvertes à la circulation à la date prévue (et même avec 3 semaines d'avance sur le carrefour « Arsenal ») et la station a pu être mise en service.

L'année 2025 a été consacrée, tout à la fois à la fin des travaux sur le secteur « station Banque de France », à la réalisation des travaux du secteur « carrefour Hôtel de Ville », à la réalisation des travaux du secteur « station et abords Champ de Mars », ainsi qu'à l'achèvement des études des secteurs « station et abords Franquin » et « station

Gambetta », à la concertation sur ces projets, au dépôt des permis d'aménager au lancement des consultations de travaux.

L'année 2026 sera consacrée au suivi des travaux du secteur « station et abords Franquin ».

Le coût d'opération s'établit provisoirement à 6 120 405 € HT, hors révisions et hors rémunération de GAMA.

- **GRAND COGNAC / AMENAGEMENT DE 2 TERRAINS FAMILIAUX A SEGONZAC**

Ce mandat, notifié le 30 novembre 2021, porte sur les études et la réalisation de la réhabilitation d'un bâtiment insalubre situé à Segonzac, en 2 unités distinctes pour l'accueil de familles de gens du voyage.

L'année 2022 a été essentiellement consacrée à la consultation et au choix du maîtrise d'œuvre, à la réalisation des études et au dépôt du permis de construire. Toutefois, les estimations de la maîtrise d'œuvre se sont avérées très au-dessus du budget initial. Le projet a donc marqué un temps d'arrêt, dans l'attente de la décision de la collectivité au regard de ses possibilités budgétaires. La décision de poursuivre l'opération a été prise en septembre 2022. L'année 2023 a été essentiellement consacrée à la consultation des travaux, qui ont fait apparaitre un dépassement supplémentaire et très important de l'enveloppe budgétaire. Après une première étape de négociation, l'appel d'offres a été relancé. Malgré une baisse substantielle, le coût qui en est issu est resté très supérieur au budget alloué par la collectivité. En fin d'année 2023, Grand Cognac nous a donc informé de sa décision de déclarer l'appel d'offres sans suite.

L'année 2024 a été consacrée à la reprise du dossier, suivant un principe constructif différent (modules préfabriqués non destinés à l'hébergement). Le contrat du bureau de contrôle a été résilié à la suite de cette modification, et un autre bureau de contrôle a été désigné. Le projet a également dû être entièrement repris et un nouveau permis de construire a été déposé.

L'année 2025 a été consacrée à la consultation des entreprises de travaux et à la réalisation des travaux en vue d'une livraison à la fin de l'année.

L'année 2026 sera consacrée au suivi de la garantie de parfait achèvement.

Le coût d'opération s'établit à 258 233,33 € HT, hors révisions et hors rémunération de GAMA.

- **GRAND COGNAC / AMENAGEMENT DE LA ZAE MERIGNAC**

Ce mandat, notifié le 22 juillet 2022, porte, dans un premier temps, sur les études préalables à la réalisation d'une zone d'activités d'environ 9,5 ha et située à Mérignac, au niveau de la sortie de l'échangeur avec la RN141, puis, dans un deuxième temps, sur les études et la réalisation de cette opération.

L'année 2022 a été essentiellement consacrée à la définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles les études préalables pourront être réalisées. L'année 2023 a été consacrée à la des études environnementales et à la consultation des prestataires intellectuels (urbaniste, bureau d'études…)

L'année 2024 a été essentiellement consacrée à la réalisation des études d'aménagement et des études techniques, en vue d'un dépôt des dossiers d'autorisation administrative, en parallèle avec la saisi de la DRAC et le diagnostic archéologique.

A l'issue de ce diagnostic, il apparait des secteurs potentiellement soumis à fouilles archéologiques. D'autre part, la gestion des eaux pluviales apparait particulièrement sensible au regard du bassin versant potentiellement capté par l'opération. Ces 2 points clés ont été levés en 2025 et ont permis la fin des études et la consultation des entreprises travaux. Toutefois, le maître d'ouvrage a alors décidé de modifier son programme, en souhaitant des parcelles plus grandes et une modification de la trame viaire.

L'année 2026 sera donc consacrée à la reprise des études, à la suite de la modification du programme, à une nouvelle consultation des entreprises de travaux, et au démarrage de ceux-ci.

Le coût d'opération s'établit à 1 600 000 € HT (dont 30 000 € HT d'études préalables), hors révisions et hors rémunération de GAMA.

- **GRAND COGNAC / MSP DE CHERVES-RICHEMONT – VAL DE COGNAC**

Ce mandat, notifié le 15 mai 2023, porte sur la création d'une maison de santé pluridisciplinaire (MSP), de 5 cabinets médicaux et d'une salle d'urgence, sur le territoire de la commune de Val de Cognac (anciennement Cherves-Richemont).

L'année 2023 a été essentiellement consacrée à la consultation et à l'attribution du marché de maîtrise d'œuvre, ainsi qu'au suivi des études et au dépôt du permis de construire.

L'année 2024 a été essentiellement consacrée à l'achèvement des études, à la consultation des entreprises et au début des travaux, prévu à partir de septembre.

Les travaux se sont achevés mi-2025.

L'année 2026 sera consacrée à fin du suivi de l'année de parfait achèvement et à l'établissement du quitus de l'opération.

Le coût d'opération s'établit à 1 155 276 € HT, hors révisions et hors rémunération de GAMA.

- **GRAND COGNAC / CRECHE GRIBOUILLE A COGNAC**

Ce mandat, notifié le 18 septembre 2024, porte sur une opération de réhabilitation et d'extension d'un bâtiment existant, situé sur le territoire de la commune de Cognac et à proximité de la crèche Gribouille actuelle, et servant actuellement de Maison de l'Enfant. L'objectif recherché par la collectivité est de mettre aux normes sa structure d'accueil petite enfance, du quartier de Crouin au regard des normes PMR, des normes incendie, des exigences applicables de l'Arrêté du 31 août 2021 sur les établissements d'accueil du jeune enfant et des demandes de la PMI (espaces de changes adaptés, nombre de dortoirs suffisants, etc.) Par ailleurs, et afin de répondre aux demandes du quartier, la collectivité souhaite également profiter de l'opportunité des travaux pour augmenter sa capacité d'accueil et passer ainsi de 23 à 30 places.

L'année 2024 a été consacrée au lancement de l'appel d'offres pour retenir l'équipe de maîtrise d'œuvre.

L'année 2025 a été consacrée à la consultation du marché de maîtrise d'œuvre et à la réalisation des études. Il s'est avéré, notamment au stade de l'avant-projet, que plusieurs points ayant très au traitement thermique et à la production d'énergie photovoltaïque, ont dû faire l'objet d'un long processus d'arbitrage au sein de la collectivité, entrainant un report de 8 mois des échéances du planning.

L'année 2026 sera consacrée à la poursuite des études, au dépôt du permis de construire, à la consultation des entreprises travaux et au démarrage des travaux, qui sont prévus pour s'achever fin 2027.

Le coût d'opération s'établit à 1 645 000 € HT, hors révisions et hors rémunération de GAMA.

- **CHATEAUBERNARD / RENOVATION D'UNE MAISON EN MSP**

Il s'agit d'un nouveau mandat, notifié le 18 novembre 2025, et qui porte sur une opération de réaménagement d'une maison d'habitation de 98 m² en extension de l'actuelle maison de santé pluriprofessionnelle (MSP), qui est mitoyenne. Le même mandat porte également sur une mission d'accompagnement à la faisabilité et à la mise au point d'un programmment de réaménagement de l'ensemble de la MSP, ainsi constituée des locaux actuelles et des locaux à réaménager dans la maison d'habitation.

L'année 2025 a été consacrée au choix du maître d'œuvre et au tout début des études.

L'année 2026 sera consacrée au études, au dépôt du permis de construire et à la consultation des entreprises de travaux ; ceux-ci devant être réalisés en 2027.

Le coût d'opération s'établit à 160 000 € HT, hors révisions et hors rémunération de GAMA.

- **DIGNAC / REHABILITATION DE LA SALLE POLYVALENTE**

Ce mandat, notifié le 7 septembre 2022, porte sur les études et la réalisation de la mise aux normes sécurité incendie et accessibilité handicapés de la salle polyvalente de la commune.

L'année 2022 a été essentiellement consacrée à la mise au point du programme. L'année 2023 a été essentiellement consacrée à la consultation et au choix d'une équipe de maîtrise d'œuvre et au démarrage des études. A cette occasion, il est apparu que le programme qui avait été défini et chiffré par la collectivité, devait évoluer pour tenir compte du diagnostic réalisé dans le cadre du mandat, et de besoins nouveaux. Ces évolutions, qui ont occupé l'essentiel de l'année 2023, ont amenées une modification importante du programme et de l'enveloppe financière.

L'année 2024 a été consacrée à la réalisation des études sur la base du nouveau programme, au dépôt du permis de construire et à la consultation des travaux.

L'année 2025 a été consacrée à la réalisation des travaux.

L'année 2026 sera consacrée au suivi de la garantie de parfait achèvement et à l'établissement du quitus de l'opération.

Le coût d'opération s'établit à 567 090 € HT, hors révisions et hors rémunération de GAMA.

- **DIRAC / SALLE COMMUNALE (ANCIENNE CARROSSERIE)**

Ce mandat, notifié le 20 décembre 2021, porte sur les études et la réalisation de l'aménagement du bâtiment de l'ancienne carrosserie en 3 espaces distincts (un salon de coiffure, une salle communale et un espace de stockage), pour un coût d'opération de 250 000 € HT, hors révisions et hors rémunération du mandataire. L'année 2022 a été essentiellement consacrée à la consultation et au choix de l'équipe de maîtrise d'œuvre et aux études d'esquisse et de pollution du site. A la remise de l'esquisse, l'estimation remise par le maître d'œuvre s'est avérée très nettement supérieure au budget prévisionnel ; en raison notamment de l'inflation, mais aussi de l'état du bâtiment. À la suite de cette estimation, le maître d'ouvrage a suspendu les études depuis mai 2022 ; dans l'attente des décisions budgétaires.

À la suite de ces arbitrages, la collectivité a décidé de ne pas poursuivre l'opération, et a demandé à GAMA de procéder à la résiliation des marchés passé pour son compte.

Le quitus de l'opération a ainsi été réalisé, et le contrat a été soldé le 27 janvier 2025.

- **GOND PONTOUVRE / MAISON MEDICALE DU TREUIL**

Ce mandat, notifié le 17 mai 2022, porte sur les études et la réalisation du réaménagement de 2 maisons mitoyennes, en une maison médicale d'accueil de 6 cabinets, sur environ 230 m². Cette opération présente dès l'origine la particularité d'exiger un planning extrêmement tendu, en raison de la nécessité de pouvoir accueillir les médecins d'ici la fin de l'année 2023.

L'année 2022 a été essentiellement consacrée à la consultation et au choix de l'équipe de maîtrise d'œuvre, à la réalisation des études, et au dépôt du permis de construire. L'année 2023 a essentiellement été consacrée à la consultation des marchés de travaux et à la réalisation de ceux-ci. L'ouvrage a ainsi été livré dans les délais souhaités (et même avec une légère avance, malgré le défi que cela représentait). Il est également à noter que le budget établi à la suite du diagnostic a été respecté.

L'année 2024 a été consacrée au suivi de l'année de parfait achèvement et à la levée des dernières réserves.

L'opération étant achevée, le quitus de l'opération a été réalisé en 2025 et le contrat a été soldé le 5 décembre 2025.

- **JUILLAC LE COQ / RESTRUCTURATION DE L'ECOLE, DU MULTI-ACCUEIL ET DE LA SALLE DES FETES**

Ce mandat, notifié le 14 mai 2024, porte sur la restructuration (mises aux normes, résorption des vétustés, amélioration de l'organisation des espaces, du confort et des performances énergétiques) d'un ensemble immobilier existant dans le centre bourg de la commune, et composé d'un groupe scolaire (maternelle et élémentaire), d'une salle des fêtes, d'un réfectoire et de sa cuisine, ainsi que d'anciens logements communaux.

L'année 2024 a été consacrée à la consultation du marché de maîtrise d'œuvre.

L'année 2025 a été consacrée à la réalisation des études. Toutefois, à la suite d'un échange avec la préfecture, la collectivité a considéré qu'elle n'aurait pas les financements pour réaliser l'opération dans son ensemble et à souhaité réorienter le programme en vue de limiter les objectifs à ceux pouvant faire l'objet d'une financement de l'état.

L'année 2026 sera donc consacrée à la reprise des études suivant le nouveau programme et à la consultation des entreprises de travaux, suivant les décisions qui pourront être prises.

Le coût d'opération s'établit actuellement à 1 886 000 € HT, hors révisions et hors rémunération de GAMA.

- **LA ROCHEFOUCAULD / RESTAURATION DE LA CHAPELLE DE LA TRES SAINTE TRINITE**

Ce mandat, notifié le 3 juillet 2024, porte sur la restauration de la chapelle (située au sein de l'église de Saint-Cybard, pour une surface d'environ 40 m²), et la réalisation des travaux de muséographie. Il s'agit de la première opération portant sur un Monument Historique et menée par GAMA en mandat.

L'année 2024 a été consacrée à la contractualisation du marché de maîtrise d'œuvre, et au démarrage des études.

L'année 2025 a été consacrée et la fin des études, au dépôt des demandes d'autorisations de travaux, à la consultation des entreprises de travaux et au début de ceux-ci.

L'année 2026 sera consacrée à la contractualisation des marchées de mobilier muséographique, à la poursuite des travaux et à la mise en place du mobilier.

Le coût d'opération s'établit à 440 000 € HT, hors révisions et hors rémunération de GAMA.

- **RUELLE SUR TOUVRE / REALISATION DE LA CRECHE « LES PETITS PIEDS DE RUELLE »**

Ce mandat, notifié le 20 juillet 2020, porte sur les études et la réalisation d'une crèche de 50 places, visant un objectif de haute qualité environnementale, et un lieu particulièrement inclusif, notamment vis-à-vis des enfants avec handicap. Cette crèche est située dans le quartier du Maine Gagnaud, un nouveau quartier situé en entrée de ville sud qui va accueillir de nouveaux services, commerces et logements.

Suite au concours qui a été mené, le marché de maîtrise d'œuvre a été attribué, signé et notifié le 10 mars 2021 à l'équipe composée de l'Agence DUCLOS – GAUDIN - RIBOULOT, mandataire, de B.A.Bois Bureau d'études Atlantique Bois, d'ITES, de 180 degrés Ingénierie, de MIT, de GANTHA et de DL Infra. L'année 2021 a ensuite été consacrée essentiellement aux études et au dépôt du permis de construire le 16 novembre 2021. L'année 2022 a été essentiellement consacrée à la fin des études, au dépôt des dossiers de demandes administratives de forage (pour autoriser la géothermie) et à l'appel d'offres travaux. Il est apparu, à l'ouverture des plis, un surcoût très important, lié à la conjoncture économique mais aussi, très probablement, à des sous-estimations de certains postes de travaux par le maître d'œuvre. Cette situation a nécessité un long travail de négociation avec les candidats, et la revue des possibilités budgétaires de la collectivité. A la suite de ce travail, la collectivité a décidé d'engager les travaux, ce qui a été fait le 8 décembre 2022. L'année 2023 a été essentiellement consacrée au suivi des travaux, ainsi qu'au suivi de la procédure d'autorisation administrative de forage pour la géothermie.

L'année 2024 a été essentiellement consacrée au suivi des travaux et à la livraison de l'ouvrage, puis au suivi de la levée des réserves et de l'année de parfait achèvement.

L'année 2025 a été consacrée à l'établissement du quitus d'opération, qui n'a toutefois pas pu être achevé en raison de l'attente d'une mission d'un des prestataires et liée au déblocage d'une subvention. Le mandat sera donc clôturé en 2026.

Le coût d'opération s'établit à 3 317 700 € HT, hors révisions et hors rémunération de GAMA.

- **SAINT SATURNIN / AMENAGEMENT DU CENTRE BOURG**

Ce mandat, notifié le 18 septembre 2024, porte sur l'aménagement de la place François Mitterrand et de la rue du Petit Rouillac, suivant l'étude de faisabilité et de programmation urbaine que la collectivité a fait réaliser pour la valorisation de l'espace public et des opportunités foncières, la continuité et la sécurisation des cheminements doux, en particulier au regard de la circulation automobile avec le croisement de 2 routes départementales, et le renforcement de l'attractivité de son centre et des activités, services et commerces qui y sont situés.

L'année 2024 a été consacrée au lancement de l'appel d'offres pour retenir l'équipe de maîtrise d'œuvre.

L'année 2025 a été consacrée à la consultation du marché de maîtrise d'œuvre et à la réalisation des études, et notamment aux adaptations demandées par l'ABF, ainsi qu'aux prescriptions archéologiques de la DRAC.

L'année 2026 sera consacrée à l'achèvement des études, au dépôt des demandes d'autorisations, à la consultation des entreprises de travaux, et au démarrage de ceux-ci.

Le coût d'opération s'établit à 1 172 600 € HT, hors révisions et hors rémunération de GAMA.

- **SIREUIL / RECONSTRUCTION DU « CABANON »**

Ce mandat, notifié le 31 août 2021, porte sur les études et la réalisation du réaménagement et de la mise aux normes d'un petit bâtiment dit « Le Cabanon », situé en bord de Charente, pour permettre l'installation d'un restaurant sur la saison estivale de manière plus confortable.

À la suite de la consultation qui a été menée, le marché de maîtrise d'œuvre a été attribué, signé et notifié le 9 septembre 2021. L'année 2021 a été essentiellement consacrée à la mise au point du programme et au début des études. Il s'est rapidement avéré que cette opération, basée sur une programmation menée par l'ATD16 en mars 2021, présentait une sous-évaluation très importante des besoins (et donc du coût) et, surtout, des contraintes réglementaires qui n'avaient pas été évaluées (localisation en zone rouge du PPRi et en zone non constructible du PLU). L'année 2022 a été essentiellement consacrée à rechercher des issues réglementaires à la faisabilité du projet et à la reprise du plan de financement. L'année 2023 a été essentiellement consacrée à la poursuite de la mise en œuvre de ces modifications réglementaires, ainsi qu'à la reprise des études et à l'établissement du permis de construire.

L'année 2024 a été consacrée au dépôt et au suivi du permis de construire, à l'achèvement des études et à la consultation des entreprises. A la suite de cette consultation, il est apparu des dépassements importants, qui ont nécessité une négociation avec les entreprises, y compris sur la proposition de variantes économiques. Les marchés de travaux ont finalement pu être notifiés et les travaux ont pu commencer.

L'année 2025 a été essentiellement consacrée au suivi de ces travaux et à la livraison de l'ouvrage avant l'été.

L'année 2026 sera consacrée au suivi de l'année de parfait achèvement et à l'établissement du quitus de l'opération.

Le coût d'opération s'établit à 370 627,65 € HT, hors révisions et hors rémunération de GAMA.

- **TOUVRE / REHABILITATION DU CLUB-HOUSE EN EQUIPEMENT SOCIO-CULTUREL ET SPORTIF**

Ce mandat, notifié le 24 avril 2023, porte sur la reconversion d'un bâtiment actuellement à vocation exclusivement sportive (vestiaires, stockage, buvette…), en un bâtiment « multi usage », permettant l'accueil d'évènement sportifs diversifiés, mais aussi l'accueil d'associations en dehors du sport, et d'évènements privés et publics, de type « salle des fêtes ».

L'année 2023 a été essentiellement consacrée à la consultation et à l'attribution du marché de maîtrise d'œuvre, ainsi qu'au démarrage des études.

L'année 2024 a été consacrée à la poursuite des études, au dépôt du permis de construire et à la consultation des entreprises.

L'année 2025 a été consacrée à la réalisation des travaux et à la livraison de l'ouvrage.

L'année 2026 sera consacrée au suivi de l'année de parfait achèvement et à l'établissement du quitus de l'opération.

Le coût d'opération s'établit à 312 941,58 € HT, hors révisions et hors rémunération de GAMA.

3.3. ACTIVITE OPERATIONNELLE EN ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE

- **GRANDANGOULEME / SUIVI ETUDE D'OPPORTUNITE ECHANGEUR DES 3 CHENES**

Ce contrat, notifié le 9 mai 2023, consiste à accompagner la collectivité dans le suivi de l'étude d'opportunité pour le réaménagement de l'échangeur des 3 chênes, à la suite de la mission du point précédent. Cet accompagnement a été achevé en décembre 2025.

- **GRAND COGNAC / ACCOMPAGNEMENT A LA MISE EN PLACE DE BORNES DE RECHARGE**

Ce contrat, notifié le 7 juin 2022, consiste à assister la collectivité pour l'installation et la gestion de bornes de recharge de véhicules électriques.

Les demandes de raccordements ont été faites le 5 juillet 2022 et une première version du dossier de consultation des prestataires a été remise le 11 juillet 2022. Après plusieurs modifications du besoin, la collectivité a lancé l'appel d'offres pour retenir un prestataire. Après un moment de réflexion, la collectivité a souhaité, en 2025, déclarer le procédure sans suite et avoir recours à un investisseur privé, rendant alors la mission confiée caduque. Le contrat a ainsi été résilié et soldé le 5 décembre 2025.

- **GRAND COGNAC / ETUDE DE PROGRAMMATION DE LA DESSERTE D'UN PONT SUR LA RN141**

Ce contrat, notifié le 20 juin 2022, consiste à réaliser une étude de programmation pour l'aménagement de voies de desserte d'un futur pont qui serait à réaliser au-dessus de la RN141. En 2022, cette étude a été engagée, avec une première approche sur le volet foncier.

Au vu de la complexité apparue sur ce volet, la collectivité nous a demandé, depuis le 9 novembre 2022, de suspendre cette étude.

- **ANGOULEME / ACCOMPAGNEMENT AUX ETUDES RUE DE BORDEAUX ET BOULEVARD BESSON BEY**

Ce contrat, notifié le 13 février 2024, consiste à accompagner la collectivité dans la méthodologie de conduite des études et la contractualisation avec les tiers en charge des études de faisabilité pour l'aménagement du boulevard Besson Bey et de la partie de la rue de Bordeaux qui est en lien.

Après une première période d'accompagnement, la DDT a pris la conduite de l'étude à son compte, ce qui permettait de bénéficier des subventions de l'Etat. La collectivité n'ayant ainsi plus la conduite de cette étude, le contrat d'accompagnement est devenu caduque, et a ainsi été achevé et soldé le 11 février 2025.

- **BOUEX / LOTISSEMENT LA VIGNE BLANCHE**

Ce contrat, notifié le 5 mai 2022, consiste à accompagner la collectivité dans l'appel d'offres des travaux, le suivi de ceux-ci et la relation entre la maîtrise d'œuvre et les concessionnaires. Le contrat prévoit également un accompagnement dans la commercialisation des terrains.

L'année 2022 a été consacrée à la reprise des études, et à la coordination avec les concessionnaires et avec le bailleur social Logelia qui doit intervenir sur une partie des terrains.

L'année 2023 a été consacrée à l'attribution et à la réalisation de la première phase des travaux.

L'année 2024 a été consacrée au suivi de la poursuite des travaux et aux adaptations techniques demandées par Logelia.

L'année 2025 a été consacrée à l'accompagnement de la collectivité pour la commercialisation des lots. Cette mission devrait se poursuivre en 2026, avec également l'accompagnement au suivi des travaux de finitions.

- **DIRAC / ETUDE DE FAISABILITE ET PROGRAMMATION D'UN EQUIPEMENT SOCIO-CULTUREL**

Ce contrat, notifié le 6 novembre 2024, consiste à étudier la faisabilité et établir le programme en vue d'un changement d'usage des anciens ateliers en un équipement au profit des associations.

L'année 2024 a été consacrée au démarrage de cette étude, qui s'est achevé en 2025, et le contrat a ainsi été soldé le 28 avril 2025.

- **GARAT / ACCOMPAGNEMENT CONCOURS DE MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA GENDARMERIE**

Il s'agit d'un nouveau contrat, notifié le 13 mai 2025, et qui consiste à accompagner la collectivité dans la procédure de concours de maîtrise d'œuvre pour la construction de la future gendarmerie, ainsi que de lots à bâtir résultant du découpage de la parcelle. La mission a également comporté un accompagnement pour la définition des procédures d'urbanisme à mettre en œuvre pour permettre la réalisation du projet.

La mission a été réalisée en 2025, et le contrat a ainsi été soldé le 10 juin 2025.

- **LA ROCHEFOUCAULD / CONDUITE D'OPERATION RENOVATION COUVERTURES DU CLOITRE**

Ce contrat, notifié le 9 février 2024, consiste à assurer la conduite d'opération de la rénovation de la charpente et des couvertures des galeries du cloitre du couvent des carmes, classé Monument Historique.

L'année 2024 a été consacrée à la consultation et à l'attribution du marché de maîtrise d'œuvre, ainsi qu'au démarrage des études, et notamment de l'ensemble des diagnostics.

L'année 2025 a été consacrée à la poursuite des études, au dépôt des demandes d'autorisations de travaux, à la consultation des travaux et au démarrage de ceux-ci.

L'année 2026 sera consacrée à la poursuivre et à l'achèvement des travaux.

- **MONTMOREAU / ETUDE DE PROGRAMMATION URBAINE**

Ce contrat, notifié le 21 juin 2024, consiste à réaliser un diagnostic, une étude de faisabilité, puis une programmation à travers la mise au point d'un schéma directeur d'aménagement et d'un programme d'actions sur le centre bourg de Montmoreau.

L'année 2024 a été consacrée à la réalisation des études et aux échanges.

L'année 2025 a été consacrée à la finalisation du programme d'action, ce qui ainsi achevé notre contrat qui a été soldé le 28 avril 2025.

- **RUELLE SUR TOUVRE / ETUDE DE CIRCULATION**

Ce contrat, notifié le 16 octobre 2018, consiste à accompagner la commune à déterminer un nouveau plan de circulation (VL, vélo, piétons, ...) et de stationnement sur différents secteurs de son territoire (Seguins, Maine Gagnaud, Villement, traversée de la ville).

En fin d'année 2019, les études et le recueil des données ont été lancés, selon les secteurs. Le plan de circulation des Seguins a fait l'objet d'un rapport définitif et a été validé. Sur le centre-ville, les comptages ont été réalisés début 2020 mais les études n'ont pas pu être poursuivies en raison de la crise sanitaire (concertation impossible)

La commune a souhaité reprendre les études en octobre 2022, avec une redéfinition de nos missions, et notamment l'ajout d'une enquête en ligne auprès des riverains et l'organisation de réunions supplémentaires.

L'année 2023 a été consacrée à la concertation et à la réalisation de l'étude sur le centre-ville.

L'année 2024 a été consacrée à la poursuite des études, aux réajustements en fonction des besoins de la collectivité.

L'année 2025 a été consacrée à l'achèvement des études et à la présentation des conclusions, ce qui ainsi achevé notre contrat qui a été soldé le 7 avril 2025.

- **RUELLE SUR TOUVRE / AMO URBANISME OPERATIONNEL**

Ce contrat, notifié le 24 septembre 2019, consiste à accompagner la commune, à la demande, pour diverses opérations d'aménagements.

De fait, cette mission s'est essentiellement déroulée jusqu'en 2021, la collectivité n'ayant plus, ensuite, formulée de besoin particulier quant à cette mission.

Il conviendra, en 2026, de se prononcer sur l'opportunité de maintenir ce contrat.

- **RUELLE SUR TOUVRE / ETUDE DE FAISABILITE ET DE PROGRAMMATION DE LA CONSTRUCTION DES NOUVEAUX LOCAUX DES SERVICES TECHNIQUES**

Il s'agit d'un nouveau contrat, notifié le 17 février 2025, et qui consiste à réaliser une étude de faisabilité et à établir un programme en vue de la construction de leurs nouveaux services techniques sur un terrain lui appartenant.

L'étude a été réalisée en 2025, et le contrat a ainsi été soldé le 31 décembre 2025.

- **RUFFEC / ETUDE DE FAISABILITE QUARTIER D'HABITAT DE LA GARENNE**

Ce contrat, notifié le 3 mai 2024, consiste à réaliser une étude de faisabilité et d'aménagement d'un site d'environ 4,7 hectares, dit « Les Champs de la Garenne » et situé aux abords de la voie de la Garenne. L'objectif de l'opération d'aménagement est de créer un lotissement d'environ 60 logements, répartis entre lot pour bailleurs sociaux et lots libres.

L'année 2024 a été consacrée aux études, qui se sont poursuivies et achevées en 2025, et le contrat a ainsi été soldé le 26 septembre 2025.

3.4. ACTIVITE OPERATIONNELLE EN CONCESSION

- **SAINT SATURNIN / CONCESSION LOTISSEMENT DES GRANDES VIGNES**

Contrat de concession :

La commune de Saint Saturnin a confié à GAMA, via une concession d'aménagement en date du 29 mai 2017, la réalisation et la commercialisation d'un lotissement de 37 lots, dont 4 lots destinés à de l'habitat social groupé, situé à toute proximité du centre bourg.

Un avenant N°1, signé en date du 24 décembre 2021, a modifié la durée de la concession, les modalités d'imputation des charges de l'aménageur et le bilan prévisionnel.

La date d'échéance de la concession est fixée au 29 mai 2027 (avenant N°1).

Acquisitions foncière :

En 2017, GAMA a engagé les acquisitions foncières, par négociation avec l'ensemble des propriétaires, et dans le budget qui était alloué dans le bilan prévisionnel. Les acquisitions des parcelles ont eu lieu entre le 28 mars 2018 et le 15 mai 2018.

Permis d'aménager :

Un premier permis d'aménager a été déposé très rapidement, mais a été refusé par l'Architecte des Bâtiments de France en juillet 2017. Un recours a été déposé par la Commune devant la DRAC, ce recours a été rejeté. Un nouveau permis d'aménager a été déposé en novembre 2017, avec l'appui d'une architecte urbaniste. Ce permis d'aménager a été obtenu le 23 mars 2018.

Par la suite, le permis d'aménager a été modifié à 2 reprises :

- Le 10 novembre 2019, avec la modification des règles de stationnement pour les terrains destinés au logement social (suppression du stationnement obligatoire sur la parcelle).
- Le 22 décembre 2021, avec la modification des règles d'implantation sur la parcelle (diminution des contraintes) et la mise en préconisations de règles sur l'aspect extérieur.

Travaux :

L'appel d'offre travaux a été lancé le 22 juin 2018 et a fait l'objet de peu de réponses. La notification des marchés a été faite le 22 août 2018 et les travaux ont débutés en septembre 2018, pour un achèvement des VRD en juin 2019. Les plantations auront lieu en mars 2020. La visite de conformité a eu lieu en juin 2019, et la conformité a été signée par la commune en septembre 2019.

Commercialisation :

Bien avant l'achèvement des travaux, GAMA a engagé la commercialisation de l'opération.

En juin 2019, un accord a été trouvé avec les Maisons de la Touvre pour l'acquisition des lots 34 à 37 en vue de la réalisation de 4 logements sociaux destinés à l'OPH de l'Angoumois. L'acte authentique a été signé le 23 juillet 2020.

En parallèle, GAMA a débuté le plan de commercialisation auprès des particuliers à l'automne 2019, à travers la participation au salon de l'habitat, des démarches commerciales auprès des constructeurs de maisons individuelles et la publication régulière d'annonces sur support numérique (type « Le Bon Coin »). En février 2020, une campagne publicitaire a été organisée sur les bus de la STGA, en partenariat avec 3 constructeurs de maisons individuelles.

Toutefois, le confinement du mois de mars lié au COVID 19 a stoppé rapidement la dynamique de commercialisation liée à ces campagnes. En raison de l'attentisme lié à la crise sanitaire, et des restrictions de déplacement, aucun terrain n'a été vendu sur l'année 2020 malgré de nombreux contacts téléphoniques.

La commercialisation n'a donc pu réellement débuter que début 2021.

La période située entre début 2021 et début 2022 a été extrêmement favorable, avec de multiples contacts et de nombreux échanges avec les constructeurs de maisons individuelles et avec les particuliers intéressés par les

terrains viabilisés et libres de constructeurs. Le premier acte authentique pour un lot individuel a été signé le 26 mai 2021, et 12 lots étaient définitivement vendus (actes authentiques signés) au 31/12/2022.

Il convient par ailleurs de rappeler qu'il existe un décalage d'environ 3 à 6 mois entre la signature d'un compromis de vente et la signature de l'acte authentique correspondant.

Toutefois, l'inflation et le début de la crise économique ont stoppés net cette dynamique. Il est particulièrement notable de relever qu'alors que 7 compromis de vente avaient été signés dans les 8 mois qui ont précédé le déclenchement de la guerre en Ukraine, seulement 4 l'ont été dans les 36 mois qui ont suivis.

Même si la fin de l'année 2024, et l'essentiel de l'année 2025, a vu la reprise de quelques contacts et la prise de quelques réservations (qui n'ont pas aboutis à la signature d'une vente), le marché est resté extrêmement atone, jusqu'aux 2 derniers mois de 2025, où s'est présenté un afflux de personnes intéressées, permettant la signature de 6 compromis de vente en 2025. Cette tendance ne se confirme toutefois pas en ce début d'année 2026.

La démarche de commercialisation se poursuit, suivant 3 actions : la mise en ligne et à jour de l'annonce sur le site « Le Bon Coin », l'échange avec les constructeurs identifiés et intéressés (essentiellement BCMI, Bati Trad, Tradi-Home et Bermax), et un affichage en mairie et à l'office notarial.

D'autres axes de promotions ont été envisagés (campagnes d'affichages, recours à une agence immobilière…), mais il a été jugé qu'ils n'allaient pas permettre de détecter des prospects supplémentaires, en plus d'un coût important qui s'impacterait sur la participation de la collectivité. Il a également été envisagé une baisse des prix, mais il a été jugé que, pour qu'elle soit impactante en termes de ventes, elle devrait être très importante et serait insoutenable pour le bilan d'opération et donc le budget de la Collectivité.

Situation financière :

En tant que concessionnaire, GAMA assure le financement des dépenses (acquisitions, travaux, etc.), dans l'attente des recettes (commercialisation et participation de la collectivité).

Afin de pouvoir couvrir ces dépenses dans l'attente de ces recettes, 2 emprunts de 500 000 € chacun, ont été contractés à l'origine (en 2018), d'une part auprès du Crédit Coopératif, et d'autre part auprès de la Banque Postale. Chacun de ces emprunts bénéficiait d'une garantie de communauté d'agglomération de GrandAngoulême à hauteur de 50 % et d'une garantie de la commune de Saint Saturnin à hauteur, respectivement, de 17,5 % et 15 %.

À la suite des différentes difficultés rencontrées, telles qu'elles sont exposées précédemment, les échéances des prêts sont intervenues alors que l'opération n'avait pas engendré de recettes. Afin de pouvoir assurer les remboursements, GAMA puise dans ses fonds propres.

Or, il est apparu, en 2021, que les fonds propres de la société GAMA ne pourraient pas durablement pourvoir au manque de recettes de l'opération. D'une part car, même si cela est permis par la concession, cet usage ne correspond pas à l'emploi normal des fonds propres de la société sur une longue période. D'autre part, cela dégradait fortement la situation de trésorerie de la société GAMA, qui aurait pu être en situation de ne plus pouvoir faire face aux remboursements d'emprunts.

C'est pourquoi, un important travail a été effectué avec les banques et la commune, afin de recomposer les emprunts et permettre à l'opération d'assurer leur remboursement tout en restaurant la trésorerie de la société.

Ce rééchelonnement de la dette a été accepté par les 2 banques prêteuses. Dans ce cadre, elles ont demandé naturellement que les garanties d'emprunt de la part de Grand Angoulême et de la commune de Saint Saturnin soient adaptées pour correspondre à ces nouvelles échéances.

Les 2 collectivités ont délibéré en ce sens au début 2022 ; et les nouveaux contrats ont ainsi pu être signés en suivant :

- Pour la Banque Postale : refinancement du restant dû (150 000 €) sous forme d'un nouveau prêt au taux fixe de 1,04 % l'an avec une durée du financement de 4 ans et 7 mois (dont 1 an et 4 mois de différé d'amortissement), correspondant à un différé d'amortissement jusqu'au 15/07/2023, et une dernière échéance le 15/10/2026.
- Pour le Crédit Coopératif : rallongement de la durée initiale du prêt à hauteur de 24 mois, soit une dernière échéance le 31/08/2025.

Ce rééchelonnement, associé à un niveau important d'encaissement des ventes en 2022, a permis de diminuer la pression sur les fonds propres de la société ; l'engagement dans l'opération passant de 699 170 € au 31/12/2021, à 513 538 € au 31/12/2024.

L'année 2025 a vu la situation s'améliorer très légèrement, dans la mesure où les 2 ventes et la participation de la collectivité ont été supérieurs de 4 084 € aux dépenses (essentiellement les remboursements d'emprunts).

Au 31/12/2025, le capital restant dû au titre des 2 emprunts est de 42 857,10 € (contre 215 157,26 € au 31/12/2024) :

- 0 € auprès du Crédit Coopératif ; l'emprunt ayant été remboursé en totalité.
- 42 857,10 € auprès de la Banque Postale au titre de l'emprunt.

Auxquels s'ajoutent les avances faites par GAMA :

- 509 454,16 € auprès de GAMA au titre des avances à l'opération.

Perspectives :

L'hypothèse de commercialisation prise lors de la recomposition des emprunts et de l'avenant N°1 était de 6 lots par an. Si les années 2021 et 2022 ont été conformes (12 lots en 2 ans), les années 2023, 2024 et 2025 ont, en revanche, été quasiment blanches (4 lots en 3 ans), comme il a été exposé précédemment. Les 6 compromis de ventes signés en 2025 permettront d'améliorer la moyenne, mais qui restera en dessous de l'hypothèse, et plus proche d'une moyenne de 4 lots par an.

L'évolution passée montre une extrême variabilité du marché, et il est, à ce jour, impossible de réaliser des prévisions fiables. Il est toutefois totalement improbable que l'ensemble des lots soient vendus avant le terme de la concession actuelle.

Il convient de rappeler ici qu'aux termes du traité de concession, la Collectivité est engagée à garantir l'équilibre du bilan, c'est-à-dire, concrètement, à racheter à l'échéance de la concession, les terrains non vendus, au prix du bilan. Or, au 31/12/2025, et en excluant les parcelles sous compris de vente qui devraient aboutir à une vente définitive, la valeur au bilan des parcelles restant à commercialiser est de 469 031 € HT (547 200 €, TVA sur marge comprise) ; valeur qui ne permet pas à la collectivité d'envisager leur rachat.

Il conviendra donc que la collectivité et GAMA se prononcent, en 2026, sur les conditions de poursuite de la concession.

3.5. ACTIVITE OPERATIONNELLE EN MAITRISE D'ŒUVRE

- **GRANDANGOULEME / REALISATION DU PEM DE LA COURONNE**

Le marché subséquent n°13, notifié le 18 décembre 2019, a confié à GAMA la maîtrise d'œuvre de l'aménagement du Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) de La Couronne. Le périmètre retenu, outre l'esplanade de la gare et la rue de la libération, comprend également l'intégration de la passerelle (construction de la passerelle hors mission GAMA), et le traitement du pied de passerelle de l'autre côté des voies.

Les études se sont se sont essentiellement déroulées en 2020 et en 2021. L'année 2021 a notamment été marquée par la découverte de la pollution des sols qui a nécessité la réalisation d'un diagnostic et d'un plan de gestion par GrandAngoulême et la reprise du DCE pour tenir compte de ces contraintes.

L'année 2022 a été consacrée à la réalisation des travaux, avec un démarrage à mi-avril, à la demande de la collectivité, et afin d'éviter le manque de places de stationnements pour la maison de santé.

L'année 2023 a été consacrée à la poursuite des travaux à partir de septembre, après la réalisation des travaux SNCF et à la réception des travaux. A l'occasion de la réception de travaux, il est apparu que les travaux réalisés par l'entreprise EUROVIA n'étaient pas conforme au marché.

La fin 2023 et l'année 2024 ont été consacré à la mise en œuvre de procédures contractuels, de constats et de points techniques en vue de faire reprendre ces travaux.

L'année 2025 a été consacrée à la poursuite et à l'aboutissement de ces actions.

Notre mission a ainsi été achevée en octobre 2025.

- **GRANDANGOULEME / BHNS 2.1**

Le marché subséquent n°15, notifié le 4 février 2022, a confié à GAMA la mission de maîtrise d'œuvre de la phase 2.1 du BHNS, regroupant des aménagements situés sur les communes de La Couronne (terminus Les Gallands), de Ruelle (station Les Ormeaux, station Langevin, station Faraday/Descartes, station et terminus partiel Puyguillien), de Saint-Michel (Terminus Gare) et de Soyaux (station Rousseau).

L'année 2022 a été consacrée aux études, avec un certain nombre de modifications, études de différents scénarios, ainsi que, pour la station Les Ormeaux et le terminus Gare de Saint-Michel, des modifications de programme. La station Langevin a été supprimée du programme ; le coût de son traitement étant jugé trop élevé au regard de sa fréquentation.

L'année 2023 a été consacrée à la poursuite des études, et à la réalisation des travaux sur les stations Rousseau (Soyaux), et Faraday/Descartes (Ruelle) et le terminus Les Gallands (La Couronne).

L'année 2024 a été essentiellement consacrée à la réalisation des travaux des stations de Puyguillien et des Ormeaux, situés à Ruelle, et à l'établissement de dossiers de consultation des entreprises de travaux pour la station Saint-Michel, ainsi qu'aux suivis des parfaits achèvements des autres stations. A la suite d'un premier appel d'offre infructueux, un second a été établi en modifiant l'allotissement. Ce second appel d'offres a également dû faire l'objet de questionnement aux entreprises et d'une négociation poussée.

L'année 2025 a été consacrée à l'attribution des marchés de travaux de la station Saint Michel, et au démarrage de ceux-ci.

L'année 2026 sera consacrée à la poursuite des travaux et à leur réception.

- **GRANDANGOULEME / AMENAGEMENT NOUVELLE PENETRANTE ZONE DES MONTAGNES**

Le marché subséquent n°A1, notifié le 16 décembre 2022, a confié à GAMA la mission de maîtrise d'œuvre de l'aménagement d'une nouvelle pénétrante sur la partie Ouest de la zone des Montagnes depuis le giratoire de la Croix Blanche.

Après une période d'incertitude sur le programme de cette opération, les études ont pu réellement démarrer à partir de septembre 2023.

L'année 2024 a été consacrée à la poursuite de ces études, ainsi qu'à la réalisation des travaux.

L'année 2025 a été consacrée au suivi de la période de parfait achèvement.

L'année 2026 sera consacrée à la poursuite du suivi des reprises, du parachèvement et de l'entretien liés au lot espaces verts.

- **GRANDANGOULEME / MISES AUX NORMES ACCESSIBILITE DES STATIONS BUS**

Le marché subséquent n°A7, notifié le 9 novembre 2023, a confié à GAMA une mission partielle de maîtrise d'œuvre (études d'avant-projet, DET, OPC et AOR) pour la conception et la réalisation des travaux de mise en accessibilité des stations de bus du réseau transport de l'Agenda D'Accessibilité Programmé (AD'AP) de l'agglomération ; le programme visant 195 arrêts.

En 2023, une première campagne d'études et de travaux a été réalisée.

Les année 2024, 2025, 2026 et suivantes seront consacrées à la poursuite du programme, au fur et à mesure des commandes de la collectivité.

- **GRANDANGOULEME / AMENAGEMENT D'UNE SECTION DE LA FLOW VELO DU CHEMIN DU HALAGE A ANGOULEME**

Le marché subséquent n°A8, notifié le 15 novembre 2023, a confié à GAMA la mission de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement d'une section de l'itinéraire de la Flow Vélo, à savoir le chemin du halage à Angoulême, depuis la fin d'aménagement d'une première section au niveau de Bourgines, jusqu'au pont de Frégeneuil.

L'année 2024 a été consacrée aux études.

L'année 2025 a été consacrée à la réalisation des travaux, à l'exception d'une passerelle nécessitant des études complémentaires, la commande de GrandAngoulême auprès du titulaire de son accord cadre, et une période d'eau suffisamment basse.

L'année 2026 sera consacrée au suivi des études d'exécution de la passerelle, ainsi qu'au suivi des travaux de sa réalisation.

- **GRANDANGOULEME / ETUDE PRELIMINAIRE POUR LE REAMENAGEMENT DU PARKING DU PEM EST DE LA GARE D'ANGOULEME**

Il s'agit d'un nouveau contrat (marché subséquent n°A9), notifié le 26 mai 2025, et qui confie à GAMA une mission partielle de maîtrise d'œuvre, de type faisabilité, pour le réaménagement du PEL Est de la gare d'Angoulême, et plus particulièrement des arrêts minutes et de la sortie des taxis.

L'année 2025 a été consacrée à la réalisation des études. Toutefois, la collectivité n'a pas souhaité poursuivre sur la base du programme qu'elle avait retenue, en raison d'arbitrages budgétaires, ce qui rend donc notre contrat caduque qui devrait alors être résilié en 2026.

- **GRANDANGOULEME / PEM OUEST DE LA GARE D'ANGOULEME**

Il s'agit d'un nouveau contrat (marché subséquent n°B1), notifié le 16 juillet 2025, et qui confie à GAMA une mission de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement de la rue Denis Papin et la fin de la rue Renaudin dans le cadre de l'aménagement des Espaces Publics Ouest de la gare d'Angoulême.

L'année 2025 a été consacrée à la réalisation des études, au dépôt du permis d'aménager et à la réalisation des travaux de la rue Denis Papin.

L'année 2026 sera consacrée à la réalisation du reste des travaux.

- **GRANDANGOULEME / ETUDE PRELIMINAIRE POUR LA REQUALIFICATION DE LA ZONE DE RABION**

Il s'agit d'un nouveau contrat (marché subséquent n°B2), notifié le 17 septembre 2025, et qui confie à GAMA une mission partielle de maîtrise d'œuvre, de type faisabilité, de la requalification de la zone de Rabio et celle de Grelet.

L'année 2025 a été consacrée à l'engagement des études et à une première approche du programme.

L'année 2026 sera consacrée à la réalisation des études.

- **GRANDANGOULEME / REALISATION D'UN CHEMINEMENT PIETON A CHAMP BRECHAUD**

Il s'agit d'un nouveau contrat (marché subséquent n°B3), notifié le 24 octobre 2025, et qui confie à GAMA une mission de maîtrise d'œuvre pour l'étude et le suivi des travaux d'un cheminement piéton bois (platelage type « passerelle ») entre le stade Léonide Lacroix et le parvis de Magélisde, au lieu-dit de l'Ile Champ Brechaud à Angoulême, et situé en zone ABF et en zone naturelle sensible.

L'année 2025 a été consacrée à l'engagement des études.

L'année 2026 sera consacrée à la fin des études, et au suivi des travaux.

- **GRANDANGOULEME / ETUDE PRELIMINAIRE POUR LE REAMENAGEMENT DES EXTERIEURS DE LA MEDIATHEQUE**

Il s'agit d'un nouveau contrat (marché subséquent n°B4), notifié le 27 novembre 2025, et qui confie à GAMA une mission partielle de maîtrise d'œuvre, de type faisabilité, pour les réaménagements extérieurs de la Médiathèque l'Alpha à Angoulême. Cette étude doit permettre de se projeter avec des propositions d'améliorations de zones d'ombrages pour réduire l'impact thermique notamment sur le bâtiment et la terrasse. Priorité doit être faite également sur la remise en état de la terrasse en bois extérieure pour assurer l'aspect sécuritaire.

L'année 2025 a été consacrée au démarrage des études avec la concertation avec les gestionnaires l'Alpha.

L'année 2026 sera consacrée à la réalisation et au rendu des études.

- **GRAND COGNAC / MISES AUX NORMES ACCESSIBILITE STATIONS BUS**

Le marché subséquent n°2, notifié le 18 juin 2021, a confié à GAMA la maîtrise d'œuvre de la mise en accessibilité des arrêts de transport en commun de l'agglomération, suivant l'agenda d'accessibilité programmé (AD'AP), approuvé par Grand Cognac en 2016. Lors du démarrage de la mission, il s'est avéré nécessaire de stabiliser, en amont, le programme des aménagements prévus et le diagnostic des 63 stations existantes concernées. À la suite de plusieurs échanges sur ce point avec la collectivité, une mission complémentaire a été confiée à GAMA.

L'année 2021 a ainsi été consacrée à la définition du programme définitif et à l'engagement du diagnostic.

L'année 2022 a été consacrée à la fin du diagnostic, à la programmation opérationnelle et à l'engagement des études de maîtrise d'œuvre.

L'année 2023 a été consacrée à l'achèvement des études des premières campagnes, aux échanges avec les communes, les associations et l'ABF, ainsi qu'à l'établissement des dossiers de consultation des travaux, remis en octobre 2023.

L'année 2024 a été consacrée à l'achèvement de la consultation menée par la collectivité et à la réalisation des travaux de la première campagne.

L'année 2025 a été consacrée à la poursuite de la mise en œuvre du programme d'actions.

L'année 2026 sera consacrée à le reprise des études des stations pour lesquelles la collectivité a souhaité revoir le programme (modification de la localisation, des traitements…) et au suivi des travaux qui seront décidés.

- **GRAND COGNAC / REQUALIFICATION DE LA PHASE 2 DE LA ZAE DU FIEF DU ROY**

Le marché subséquent n°5, notifié le 18 février 2022, a confié à GAMA la mission de maîtrise d'œuvre partielle (l'AVP ayant été réalisé par une autre équipe de maîtrise d'œuvre, et validé par la collectivité) de la phase 2 des travaux de requalification de la zone d'activités commerciales du Fief du Roy à Châteaubernard.

Les années 2022 et 2023 ont été consacrées à la reprise des études et aux échanges avec les commerçants. À la suite de différentes évolutions de son besoin, de l'aboutissement des démarches foncières, et de remises en question de l'AVP, la collectivité a été amenée à formuler différentes demandes de modifications et de comparatifs de scénarios.

L'année 2024 a été consacrée à la reprise de ces études, en fonction des dernières modifications, à la consultation des entreprises de travaux.

L'année 2025 a été consacrée à la réalisation des travaux.

L'année 2026 sera consacrée au suivi de la garantie de parfait achèvement.

- **GRAND COGNAC / ETUDES PRELIMINAIRES POUR L'AMENAGEMENT DE LA FRICHE HOSPITALIERE**

Le marché subséquent n°12, notifié le 28 juin 2024, a confié à GAMA la mission de déterminer les partis pris et schémas d'aménagements du réseau viaire, de déterminer le traitement des accès, et de réaliser les premiers chiffrages aux ratios, de niveau « faisabilité », pour le réaménagement du secteur dit « de la friche hospitalière », c'est-à-dire de la zone située autour du siège de la communauté d'agglomération.

L'année 2024 a été consacrée au lancement et à une première partie des études.

L'année 2025 a été consacrée à l'achèvement de ces études.

Notre mission a ainsi été achevée en mars 2025.

- **GRAND COGNAC / REQUALIFICATION DE LA PHASE 3 DE LA ZAE DU FIEF DU ROY**

Le marché subséquent n°13, notifié le 14 octobre 2024, a confié à GAMA la mission de maîtrise d'œuvre de la phase 3 des travaux de requalification de la zone d'activités commerciales du Fief du Roy à Châteaubernard. Cette mission comprend notamment la reprise de l'AVP réalisé par une précédente équipe de maîtrise d'œuvre.

L'année 2024 a été consacrée au lancement des études.

L'année 2025 a été consacrée à la poursuite de ces études et à la remise de l'AVP, sur la base duquel la collectivité se prononcera sur l'opportunité de poursuivre cette opération.

- **GRAND COGNAC / PEM DE JARNAC**

Il s'agit d'un nouveau contrat, notifié le 18 août 2025, et qui confie à GAMA une mission de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement d'un pôle multimodal à la gare de Jarnac, située sur la commune de Mainxe-Gondeville.

L'année 2025 à été consacrée à la réalisation des études.

L'année 2026 sera consacrée au suivi des travaux, lorsque la collectivité aura notifié les marchés.

- **CC CHARENTE LIMOUSINE / TRAVAUX ENTRETIEN DE VOIRIE 2024-2025**

Ce contrat, notifié le 27 novembre 2023, a confié à GAMA la mission de maîtrise d'œuvre des projets de voiries de la collectivité, dans le cadre du Fonds Départemental d'Aide aux Communes (FDAC) sur les différentes communes de l'intercommunalité pour les années 2024 et 2025.

L'année 2024 a été consacrée aux études et à la réalisation des travaux sur les communes concernées par le programme de l'année.

L'année 2025 a été consacrée à la levée des réserves des travaux 2024, et aux études et à la réalisation des travaux sur les communes concernées par le programme de l'année.

Notre mission a ainsi été achevée en décembre 2025.

- **VAL DE CHARENTE / PARKING HAUT DU REJALLANT**

Il s'agit d'un nouveau contrat, notifié le 12 mars 2025, et qui confie à GAMA une mission de maîtrise d'œuvre, pour la réalisation d'un parking de 60 place sur un terrain actuellement non aménagé (mais servant de stationnement), et situé en partie haute du site de Réjallant, route des ballons, sur la commune de Condac.

L'année 2025 a été consacrée à la réalisation des études, qui sont toutefois suspendue à la l'adoption du PLUi (le site étant actuellement sous le RNU, et donc interdit d'aménagement), ainsi qu'à la désignation, par la collectivité, d'un investisseur pour des panneaux photovoltaïques en ombrières.

L'année 2026 sera consacrée à la fin des études, et le cas échéant au lancement de la consultation des entreprises et au suivi de ceux-ci, suivant les échéances d'adoption du PLUi et de choix d'un investisseur.

- **ANGOULEME / REALISATION DES TRAVAUX STATION CATHEDRALE**

Ce contrat, notifié le 29 décembre 2023, a confié à GAMA une mission de maîtrise d'œuvre portant sur la réalisation des travaux de la station « Cathédrale » à Angoulême, sur la base des études de projets réalisées par l'équipe précédente, en charge de la conception de l'aménagement de la place St Pierre.

La fin de l'année 2023 a été consacrée à la composition des dossiers de consultation des marchés subséquents et à l'analyse des offres, à la suite de la consultation menée par la collectivité.

L'année 2024 a été consacrée à la réalisation des travaux ; ceux-ci ayant été achevé en juillet 2024, pour une réouverture complète au plus tard en août 2024.

L'année 2025 a été consacrée au suivi de la fin de la période de parfait achèvement.

Notre mission a ainsi été achevée en décembre 2025.

- **ANGOULEME / PLACE DE LA BUSSATTE**

Ce contrat, notifié le 26 juillet 2024, a confié à GAMA une mission de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement de la place de la Bussatte et de ses abords.

L'année 2024 a été consacrée à la réalisation des esquisses et aux rencontres avec l'ABF.

L'année 2025 a été consacrée à l'étude de l'avant-projet et du projet, au dépôt du permis d'aménager, et à la concertation.

L'année 2026 sera consacré à l'achèvement des études, à la consultation des entreprises de travaux, et au suivi de ceux-ci, suivant les décisions à prendre par la collectivité, notamment en termes de validation du projet, de calendrier, et de phasage.

- **ANGOULEME / AMENAGEMENTS DE SECURITE ET CYCLES**

Il s'agit d'un nouveau contrat, notifié le 16 octobre 2025, et qui confie à GAMA une mission partielle de maîtrise d'œuvre, de type avant-projet pour divers aménagements de sécurité et cycles, rue de de Montbron, belle allée du Petit Fresquet et boulevard Thiers.

L'année 2025 a été consacrée aux études, qui ont permis à la commune de mener des travaux rue de de Montbron, belle allée du Petit Fresquet.

L'année 2026 sera consacrée à la poursuite des études boulevard Thiers, qui devraient permettre à la commune de réaliser également des travaux sur ce secteur.

- **ANGOULEME / ETUDE PRELIMINAIRE POUR LA REQUALIFICATION BOULEVARD DENFERT ROCHEREAU**

Il s'agit d'un nouveau contrat, notifié le 24 octobre 2025, et qui confie à GAMA une mission partielle de maîtrise d'œuvre, de type faisabilité, pour la requalification du boulevard Denfert Rochereau, situé en site inscrit.

L'année 2025 a été consacrée à la réalisation du diagnostic, ainsi qu'aux échanges avec la DREAL.

L'année 2026 sera consacrée à la poursuite de ces échanges et à la réalisation et la remise de l'étude préliminaire.

- **BRIE / EXTENSION DU CIMENTIERE**

Ce contrat, notifié le 13 mars 2023, a confié à GAMA une mission de maîtrise d'œuvre portant sur l'agrandissement du cimetière actuelle, avec 144 caveaux simples, 36 caveaux doubles, un jardin du souvenir, et la création d'un parking de 17 places.

L'année 2023 a été consacrée aux études d'avant-projet.

L'année 2024 a été consacrée à la reprise des études, à la suite de la modification des emprises par la collectivité pour tenir compte d'un projet d'extension de ses terrains de tennis.

L'année 2025 a été consacrée à la fin des études, à la consultation des entreprises et à la réalisation des travaux.

L'année 2026 sera consacrée à la levée des réserves et au suivi de la garantie de parfait achèvement.

- **CHAMPNIERS / AMENAGEMENT PLACE TISON D'ARGENCE**

Ce contrat, notifié le 25 janvier 2023, a confié à GAMA une mission de maîtrise d'œuvre partielle, portant uniquement sur la réalisation d'une esquisse, de l'aménagement d'une place située dans le hameau d'Argence, le long de la RD37, qui n'est pas mise en valeur, et est désorganisée.

L'année 2023 a été consacrée à la réalisation de l'esquisse, qui devait être complétée d'une présentation aux concessionnaires.

Notre mission a ainsi été achevée en juin 2025.

- **CHAMPNIERS / ETUDES PRELIMINAIRES OPTIMISATION STATIONNEMENT SALLE DAMBIER**

Ce contrat, notifié le 16 mars 2023, a confié à GAMA une mission de maîtrise d'œuvre partielle de type programmation et faisabilité technique (études préliminaires), en vue de la réorganiser et la rationalisation de l'espace de stationnement de la salle Dambier et du complexe qui l'entoure.

La commune ayant d'abord souhaité avancer sur un éventuel projet d'ombrières photovoltaïques sur cet espace, l'étude a commencée en 2024 et s'est achevée en 2025.

Notre mission a ainsi été achevée en décembre 2025.

- **CHAMPNIERS / AMENAGEMENT RUE DE L'ANETH A VIVILLE**

Ce contrat, notifié le 16 janvier 2024, a confié à GAMA une mission de maîtrise d'œuvre partielle, portant sur les études d'avant-projet pour l'aménagement d'un carrefour et sécurisation d'une partie de la rue de l'Aneth dans le hameau de Viville.

L'année 2024 a été consacrée au démarrage et à la réalisation de l'essentiel des études

L'année 2025 a été consacrée à la finalisation de ces études.

Notre mission a ainsi été achevée en juin 2025.

- **COGNAC / ETUDES POUR LA REFECTION ET LA REQUALIFICATION DE LA RUE DE L'ECHASSIER**

Ce contrat, notifié le 14 juin 2023, a confié à GAMA une mission de maîtrise d'œuvre partielle, portant sur les études d'avant-projet et de projet, ainsi que sur la consultation travaux, pour la réfection et la requalification d'une partie de la rue de l'Echassier, située sur le territoire de la commune, longue de 680 m, et la réalisation d'un « barreau » entre cette rue et le rue Félix Gaillard.

L'année 2023 a été consacrée aux études d'avant-projet.

L'année 2024 a été consacrée aux études de projet, ainsi qu'à la constitution du dossier de consultation des entreprises.

L'année 2025 a été consacrée à consultation des entreprises de travaux.

Notre mission a ainsi été achevée en avril 2025.

- **GARAT / PASSATION D'UN ACCORD CADRE DE TRAVAUX DE VOIRIE**

Ce contrat, notifié le 18 décembre 2024, a confié à GAMA une mission de maîtrise d'œuvre partiel portant sur la constitution d'un DCE et l'analyse des offres pour la contractualisation, par la collectivité, d'un accord-cadre de travaux VRD pour l'entretien des voiries communales.

La mission a été engagée en 2024 et s'est achevée au début de l'année 2025.

Notre mission a ainsi été achevée en janvier 2025.

- **GOND PONTOUVRE / AMENAGEMENT DE LA ZONE DE ROCHINES**

Ce contrat, notifié le 15 juin 2022, confie à GAMA la mission de maîtrise d'œuvre de l'aménagement de la voirie de desserte et des espaces publiques de la zone de Rochines ; un espace de 7,6 ha en friches et destinés à la construction de 260 logements, ainsi que d'équipements publics et de locaux d'activités.

L'année 2022 a été consacrée au lancement des études, ainsi qu'à la réalisation d'une petite tranche de travaux.

L'année 2023 a été consacrée à la poursuite de ces études, en intégrant un élargissement du périmètre et les évolutions des projets de constructions par les promoteurs. En raison du financement important que nécessitent les travaux, un phasage a également été étudié. Cette même année, les travaux principaux ont été engagés.

L'année 2024 a été consacrée à l'achèvement des travaux et au suivi du début du parfait achèvement.

L'année 2025 a été consacrée au suivi de la fin de cette période de parfait achèvement.

L'année 2026 sera consacrée au solde de notre contrat.

- **GOND PONTOUVRE / AMENAGEMENT DE LA RUE DU GENERAL LECLERC**

Ce contrat, notifié le 24 mai 2023, a confié à GAMA une mission de maîtrise d'œuvre portant sur l'aménagement de la rue du Général Leclerc, à partir d'un avant-projet qui avait été réalisé par GAMA en mai 2020, et qui n'avait pas eu de suite en raison de la crise sanitaire.

L'année 2023 a été consacrée au démarrage des études, et celles-ci se sont poursuivies en 2024.

A la suite de ses arbitrages budgétaires, la collectivité a décidé, en 2025, de ne pas poursuivre l'opération.

Notre mission a ainsi été achevée en septembre 2025.

- **GOND PONTOUVRE / AMENAGEMENT DES RUES CUVIER ET PASTEUR**

Ce contrat, notifié le 24 mai 2023, a confié à GAMA une mission de maîtrise d'œuvre portant d'une part sur l'aménagement d'un parking infiltrant d'environ 15 à places et d'une aire de présentation des bacs à OM, rue Cuvier, et d'autre part sur la réalisation d'une autre aire de présentation des bacs à OM, rue Pasteur.

L'année 2023 a été consacrée à la réalisation des études et à la consultation des entreprises.

L'année 2024 a été consacrée à la réalisation des travaux.

L'année 2025 a été consacrée au suivi de la période de parfait achèvement.

Notre mission a ainsi été achevée en juillet 2025.

- **GOND PONTOUVRE / AMENAGEMENT DES BERGES DU PONTOUVRE**

Ce contrat, notifié le 24 mai 2023, a confié à GAMA une mission de maîtrise d'œuvre portant sur la réalisation d'une zone de renaturation d'une friche urbaine d'environ 1 700 m^2. Cette opération, lauréate de l'appel à projet « Nature et Transition » de la Région Nouvelle Aquitaine, est une première référence remarquable pour GAMA, en s'inscrivant dans une perspective de véritable reconquête par la nature et la biodiversité, d'un espace qui avait été rendu inerte par l'urbanisation du passé. Cet aménagement est accompagné d'un parcours pédagogique et de découvertes.

L'année 2023 a été consacrée aux études, ainsi qu'à une première phase de réalisation des aménagements.

L'année 2024 a été consacrée à la consultation des entreprises et la réalisation de la 2ème phase, constituant l'essentiel des aménagements. L'aménagement a été achevé en fin d'année.

L'année 2025 a été consacrée au suivi de la période de parfait achèvement.

Notre mission a ainsi été achevée en décembre 2025.

- **GOND PONTOUVRE / AMENAGEMENT DE LA ROUTE DE PARIS**

Il s'agit d'un nouveau contrat, notifié le 20 mai 2025, et qui confie à GAMA une mission de maîtrise d'œuvre partielle, de niveau avant-projet, pour l'aménagement d'un tronçon d'environ 480 m de la route de Paris, situé entre la limite communale avec la ville d'Angoulême (au niveau du « garage Renault ») et le rond-point avec l'avenue de la République.

L'année 2025 a été consacrée à la réalisation des études, et notamment l'établissement de plusieurs scénarios.

L'année 2026 sera consacrée à la poursuite des études, suivant la décision de la collectivité et du scénario à privilégier.

- **LA COURONNE / AMENAGEMENT D'UN ACCES AUX LOGEMENTS ETUDIANTS SUR LE SITE DE LA CONTRIE**

Ce contrat, notifié le 17 mai 2021, a confié à GAMA la maîtrise d'œuvre pour l'aménagement d'un nouvel accès aux logements étudiants sur le site de La Contrie. D'abord prévue uniquement pour les études, la mission a ensuite été complétée pour le suivi des travaux.

L'année 2021 a été consacrée aux études et au démarrage des travaux d'une première phase. L'année 2022 a été consacrée à la fin et à la réception des travaux de cette 1ère phase.

La poursuite de ce contrat est actuellement suspendue, dans l'attente des décisions de la collectivité.

- **NERSAC / AMENAGEMENT D'ESPACES PUBLICS AUTOUR DE L'OPERATION OPH**

Ce contrat, notifié le 1er juillet 2019, a confié à GAMA la maîtrise d'œuvre pour l'aménagement des espaces publics d'une parcelle contiguë à une opération de logement social développé par l'OPH, en cœur de bourg.

Le projet a été validé avec l'Architecte des Bâtiments de France et les premiers travaux préparatoires, en lien avec l'OPH de l'Angoumois ont été réalisés en 2020. Les études ont alors été suspendue dans l'attente des travaux de l'OPH de l'Angoumois. En 2021, le démarrage des travaux de l'OPH a révélé de nombreuses difficultés qui ont conduit le bailleur à changer son équipe de maîtrise d'œuvre. L'année 2022 a été consacrée à rencontrer la nouvelle équipe de maîtrise d'œuvre de l'OPH et à interroger la collectivité sur les suites à donner au projet d'aménagement. L'année 2023 a été consacrée à échanger avec la commune sur les suites à donner au projet et la redéfinition de notre contrat en fonction de ces nouvelles orientations.

L'année 2024 n'a pas connu d'activité sur cette opération, en attente des retours sur les suites à donner au projet.

L'année 2025 a été consacrée, aux échanges avec la collectivité sur l'évolution du projet de l'OPH et à la reprise des études en résultant.

L'année 2026 sera consacrée à la consultation travaux et au suivi de ceux-ci.

- **RUELLE SUR TOUVRE / LOTISSEMENT MAINE GAGNAUD**

Ce contrat, notifié le 2 octobre 2019, a confié à GAMA la maîtrise d'œuvre pour l'aménagement du lotissement du Maine Gagnaud, en lien avec le cabinet d'architecture retenu par la commune.

Les travaux initiaux ont été réalisés en 2020. Les travaux de finition sont en attente du feu vert de la ville, après commercialisation des terrains et constructions.

- **RUELLE SUR TOUVRE / ETUDE PREALABLE POUR LA CREATION D'UNE VOIE DOUCE DE DESSERT DE LA CITE SCOLAIRE**

Il s'agit d'un nouveau contrat, notifié le 19 mai 2025, et qui confie à GAMA une mission partielle de maîtrise d'œuvre, de type faisabilité, pour la création liaison en voie douce partagée (cyclistes et piétons) entre la rue Langevin et le lycée, pour permettre l'accès en sécurité à la cité scolaire de Puyguillen.

L'année 2025 a été consacrée aux études, qui seront terminées et présentées en 2026.

- **RUFFEC / PARKING BOULEVARD DES ROCS**

Ce contrat, notifié le 3 mai 2024, a confié à GAMA une mission de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement d'un espace paysager de stationnement d'environ 2 900 m², et de sa desserte par des cheminements doux vers le centre-ville et les écoles, ainsi que le réaménagement d'un parking existant d'environ 850 m².

L'année 2024 a été consacrée à la réalisation des études de diagnostic et d'esquisses.

L'année 2025 a été consacrée à la réalisation des études d'avant-projet et de projet, au dépôt du permis d'aménager, et à la consultation des entreprises de travaux.

L'année 2026 sera consacrée à la réalisation des travaux.

- **RUFFEC / QUARTIER DE LA GARENNE**

Il s'agit d'un nouveau contrat, notifié le 24 juillet 2025, et qui confie à GAMA une mission de maîtrise d'œuvre, pour l'étude et le suivi des travaux d'un lotissement d'environ 60 parcelles sur une surface d'environ 4,7 hectares, et situé au lieu-dit La Garenne.

L'année 2025 a été consacrée aux études, et notamment aux recherches d'optimisations économiques, mais également à la précision de quelques éléments de programme, notamment avec le département qui a souhaité limiter les accès à ce lotissement à partir de la route départementale. Par ailleurs, la collectivité a demandé à GAMA d'inclure des travaux d'assainissement et d'eau usée, qui devaient faire l'objet d'une maîtrise d'œuvre distincte. Le permis d'aménager a également été déposé et instruit en 2025.

L'année 2026 sera consacrée à l'achèvement des études, à la consultation des entreprises de travaux et au suivi de ceux-ci.

- **TOUVRE / AMENAGEMENT DE SECURITE SECTEUR DES VARENNES**

Ce contrat, notifié le 26 mars 2024, a confié à GAMA une mission de maîtrise d'œuvre partielle, portant sur les études d'avant-projet pour la sécurisation et la réfection de voiries situées à la rencontre de la rue de Gauchons, de la route de Trotterenard et de la rue des Varennes ; ce secteur étant par ailleurs emprunté par la boucle vélo n°55 de Département.

Les études ont débuté en 2024, et seront terminées au 1er semestre 2025.

L'année 2025 a alors été consacrée à la réalisation des travaux.

L'année 2026 sera consacrée au suivi de la garantie de parfait achèvement.

4. DEVELOPPEMENT

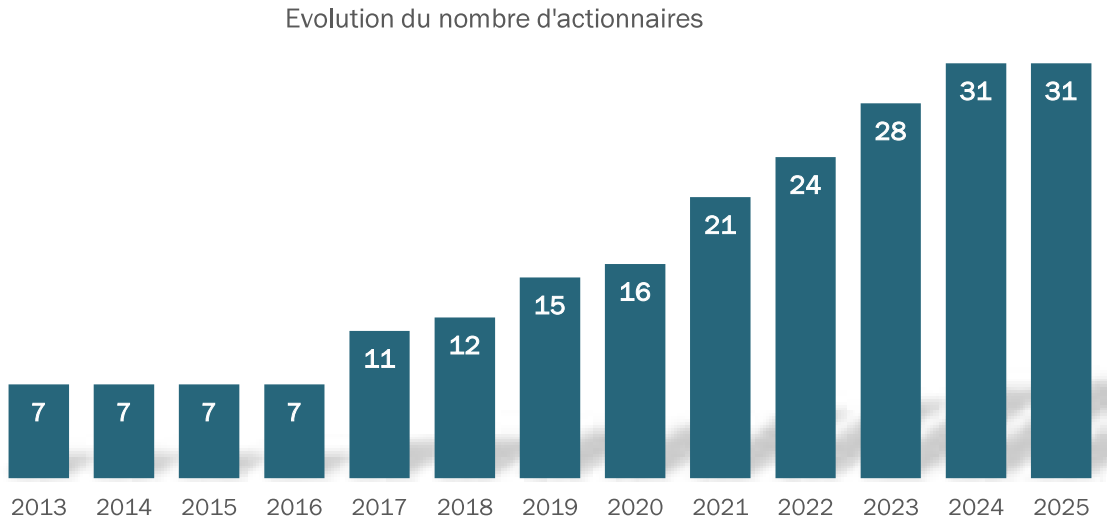
Les dernières années ont vu une demande croissante d'interventions, sur des opérations diversifiées, mais souvent de faible volume. La pérennité de la société passe donc par la nécessité de contracter régulièrement de nouveaux contrats ; et pour ce faire d'anticiper au mieux les besoins de nos actionnaires.

4.1. LE DEVELOPPEMENT DU NOMBRE D'ACTIONNAIRES

La modification des statuts en 2019 permet désormais à toute collectivité locale de Charente de pouvoir entrer au capital. La Communauté d'Agglomération de Grand Cognac a ainsi acquis 28 actions de la société en 2020. Depuis 2019, 18 autres collectivités sont entrées au capital.

Même si nous poursuivons nos actions en vue de faire connaitre la SPL à travers le territoire, il importe également de rester attentifs à ce que l'augmentation du nombre d'actionnaires soit compatible avec l'objectif de satisfaire en premier lieu ceux qui sont déjà au capital.

Mais surtout, si cette diversification des actionnaires s'est inscrite dans une tendance lourde ces dernières années, la société GAMA est aujourd'hui bien implantée et présente auprès de la plupart des gros donneurs d'ordres du département ; si bien l'augmentation du nombre d'actionnaires devrait, à présent, sensiblement ralentir, comme en témoigne l'absence de nouveaux actionnaires en 2005.



4.2. LE DEVELOPPEMENT DES MANDATS

Les interventions en mandats, par lesquels la collectivité confie à GAMA l'ensemble des tâches administratives, techniques, financières et juridiques lui incombant, tout en conservant l'ensemble des décisions et la gouvernance de l'opération, représente un mode opérationnel extrêmement intéressant et totalement adapté au caractère in-house de la SPL.

Une sensibilisation en ce sens est donnée régulièrement à nos donneurs d'ordres depuis le courant de l'année 2021, pour dissiper leurs craintes d'être « dessaisis » des dossiers, et au contraire leur témoigner que le mandat, en les soulageant de toutes les taches, leur donne un meilleur contrôle et un meilleur suivi des opérations.

Comme nous pouvons le constater, cette démarche semble porter ses fruits ; la part des mandats (hors mandat « historique » BHNS) dans l'activité passant de 78 k€ en 2021, à 164 k€ en 2022, à 296 k€ en 2023, 378 k€ en 2024, et enfin 367 k€ en 2025.

Comme évoqué au rapport de gestion 2024, cette évolution s'affaiblit sur 2025 et 2026 : d'une part, il est habituel que l'année « pré-électorale » et l'année « post-électorale » connaissent une baisse de l'engagement de nouveaux

projets municipaux. Par ailleurs, les contraintes qui pèsent sur le budget des collectivités pourraient amener celles-ci à repousser certains projets, ou à en réduire l'ampleur.

4.3. L'INTERVENTION DANS LE DEVELOPPEMENT DURABLE

Dans le cadre de ses évolutions et de l'élargissement, aussi bien de son champ d'action que de son périmètre géographique, GAMA a déjà intégré les enjeux de développement durable, avec la volonté et l'appui des collectivités.

Dans cette volonté de toujours pouvoir répondre aux besoins opérationnels des collectivités, et faisant suite en cela aux débats qui ont eu lieu lors de notre assemblée générale de 2021 et de notre nos conseils d'administration, nous avons engagé, dès 2021, une réflexion sur l'appréhension des demandes liées au développement durable.

Dans ce cadre, nous avons organisé le 9 novembre 2021, une réunion d'informations et d'ateliers débats, à laquelle tous nos actionnaires ont été invité. Un grand nombre d'entre eux a répondu à cette invitation, ce qui a permis de nourrir une réflexion réciproque et riche.

Après une présentation, par l'ADEME et la DDT, des enjeux de la transition énergétique et du réchauffement climatique, et des encadrements réglementaires (notamment au regard du « décret tertiaire »), 3 tables rondes ont permis d'échanger sur les attentes et les questionnements :

Les constructions neuves très performantes :

Cette table ronde a permis de présenter les références de GAMA en ce domaine, et notamment le groupe scolaire de l'Isle D'Espagnac, premier établissement scolaire de Nouvelle Aquitaine qui bénéficie d'une labellisation E4C2, ainsi que l'opération de la crèche de Ruelle qui était en cours d'études à l'époque. Les participants ont relevé un intérêt certain à pouvoir faire appel à notre structure.

Depuis, les opérations menées, les recrutements et les formations ont permis de maintenir, voire renforcer, les compétences de l'équipe, que ce soit sur le plan technique ou celui de la certification des opérations. Il a, en effet, été notable que ces opérations emblématiques sont également très complexes, que ce soit sur le plan technique ou administratif, et que les obligations fixées pour obtenir les financements (subventions), ajoutent encore à la complexité administrative et à celle du montage opérationnel.



Crèche Les Petits Pieds de Ruelle : mise en œuvre de l'isolant en paille dans la structure en bois.

Si notre structure est aujourd'hui bien adaptée, efficace et utile pour apporter toute l'ingénierie de projet nécessaire sur ce type d'opérations, nous pouvons toutefois constater que les difficultés budgétaires des collectivités risquent d'amener à réduire les ambitions environnementales des futurs projets.

Les opérations de renaturations et l'objectif de « zéro artificialisation nette » :

Cette table ronde a permis de se sensibiliser sur la différence entre le paysage, ou le végétal, et les approches en renaturation, qui participent également aux objectifs de « zéro artificialisation nette », permettant ainsi aux collectivités de retrouver des possibilités d'ouvrir à l'urbanisation de nouvelles zones.

L'opération de renaturation des berges du Pontouvre, menée sur Gond Pontouvre, nous permet d'illustrer concrètement ce sujet, et de démontrer notre capacité à mener ces projets.



Renaturation des berges du Pontouvre : création d'habitats pour les espèces naturelles.

Cet échange a suscité l'intérêt des collectivités, même s'il est apparu que cette démarche demandait encore à être murie.

De façon plus habituelle, GAMA développe depuis des années la prise en compte de la végétalisation, de la désimperméabilisations des sols, de la lutte contre les îlots de chaleur, ou encore de la décarbonation des ouvrages. Cette compétence a également été renforcée en début d'année 2025, par le recrutement d'une architecte paysagiste, très sensible à ces sujets, au sein du pôle de maîtrise d'œuvre. GAMA reste toutefois, bien sûr, avant tout au service des collectivités, qui peuvent ne pas avoir, ou le souhait, ou (plus souvent) les moyens devant les coûts supérieurs d'investissements, et surtout d'entretiens, qu'entrainent ce type de choix.

La rénovation énergétique des bâtiments existants :

Cette table ronde a permis de mettre en évidence la volonté de la plupart des collectivités présentes (lutte contre le réchauffement climatique, maîtrise des budgets face à la tendance de fond d'augmentation du coût de l'énergie, image de la collectivité) ; volonté renforcée par le « décret tertiaire » qui fait obligation de déclarer les consommations de son patrimoine et d'agir pour leur diminution.

Toutefois, et au-delà d'opérations ponctuelles qui comprennent un volet de rénovation énergétique, les collectivités n'ont pas fait appel à GAMA dans le cadre de prestations globales de type définition de plans de patrimoine ou de plans d'investissements.

Il s'agit toutefois d'un sujet sur lequel l'intervention de la société pourrait avoir toute sa pertinence, par sa capacité à appréhender le sujet dans le cadre d'une réflexion globale.

5. EVOLUTION PREVISIONNELLE DE LA SITUATION DE LA SOCIETE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Le compte de résultat prévisionnel pour l'exercice 2026 est le suivant :

Postes	Budget 2026	Réalisé 2025	Réalisé 2024	Réalisé 2023
Produits d'exploitation				
Rémunérations sur concessions	9 020 €	9 020 €	9 020 €	9 020 €
Rémunérations sur mandats	264 539 €	366 641 €	397 081 €	309 994 €
Rémunérations sur AMO	9 905 €	91 161 €	49 327 €	88 209 €
Rémunérations sur MOe	488 410 €	446 283 €	424 249 €	382 974 €
Rémunérations à trouver	150 000 €			
Total chiffre d'affaire net	***921 874 €***	***913 105 €***	***879 677 €***	***790 197 €***
Autres produits et reprises de provisions	0 €	771 €	2 916 €	3 293 €
Total produits d'exploitation	**921 874 €**	**913 876 €**	**882 593 €**	**793 490 €**
Charges d'exploitation				
Achats et charges externes	167 925 €	140 050 €	121 900 €	125 120 €
Sous traitance générale (sur missions)	30 784 €	71 524 €	46 154 €	44 090 €
Impôts, taxes et assimilés	24 500 €	11 564 €	15 489 €	8 534 €
Salaires et traitements	493 420 €	495 805 €	497 223 €	439 887 €
Charges sociales	191 630 €	188 302 €	182 663 €	161 374 €
Dotations aux amortissements	6 000 €	7 433 €	13 186 €	4 729 €
Autres charges	3 000 €	9 162 €	1 301 €	14 €
Total charges d'exploitation	**917 259 €**	**923 840 €**	**877 916 €**	**783 748 €**
Résultat d'exploitation	**4 616 €**	**-9 964 €**	**4 677 €**	**9 743 €**
Résultat financier	0 €	52 363 €	2 764 €	0 €
Résultat courant avant impôts	**4 616 €**	**42 398 €**	**7 441 €**	**9 743 €**
Produits exceptionnels	0 €	0 €	0 €	2 595 €
Charges exceptionnelles	4 000 €	0 €	3 906 €	0 €
Résultat avant impôts	**616 €**	**42 398 €**	**3 535 €**	**12 338 €**

Les produits d'exploitation

Les contrats en portefeuille, et en cours de signature, au début de l'année 2026, ainsi que les différents plannings prévisionnels des projets en cours, permettent d'envisager une activité, pour l'année 2025, d'environ 770 k€.

L'équilibre du budget nécessite donc qu'environ 150 k€ de nouvelles prestations, facturables en 2026, soient trouvées.

Ce chiffre est, certes, élevé, mais alors que les conseils municipaux et communautaires s'installent à peine, nous avons bon espoir de réduire ce chiffre de façon importante d'ici la fin de l'année.

Les achats et fournitures hors sous-traitance

Prévisionnellement, ce poste est en sensible augmentation (environ 28 k€), en raison de certaines charges qui vont sensiblement augmenter à partir de 2025 :

- Pour 19 k€, en raison du nouveau loyer lié aux nouveaux locaux, ainsi que le coût des fluides et des charges.
- Pour 9 k€, en raison d'une marge de prudence, par rapport au réalisé 2025 (inflation, imprévus…).

La sous-traitance

Ce poste représente les sous-traitances que nous engageons pour la réalisation de certaines missions qui nous sont confiées (topographes, urbanistes, paysagistes, bureaux d'études hydrauliques…). Il est donc directement dépendant des missions confiées et réalisées sur l'année.

Les salaires et charges

Ce poste est quasiment stable par rapport à 2025, dans la mesure où les effectifs sont complets et qu'il n'est pas prévu d'évolution notable.

Les autres charges d'exploitation

Ce poste est quasiment stable par rapport à 2025 ; aucune évolution n'étant envisagée.